



EMPRUNT OBLIGATAIRE

Le Congo veut lever 100 milliards FCFA

Le Congo va lancer le mercredi 17 mars un emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 100 milliards FCFA sur le marché financier régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Cet emprunt obligataire vise à financer les projets qui ont vocation à contribuer au développement économique et social du pays, ainsi qu'à l'apurement partiel de la dette intérieure. Les projets bénéficiaires de cette émission s'inscrivent dans les domaines des infrastructures routières, sanitaires, scolaires, énergétiques et de l'économie forestière.

Page 9

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

« Emprunt Obligataire du Congo (EOCG) 6,25% NET 2021 - 2026 »

Nature des Titres : Obligations du Trésor

Nombre de Titres à émettre : 10 000 000

Prix d'émission d'une Obligation : 10 000 FCFA, au Pair

Montant Total de l'Émission : 100 000 000 000 FCFA

Période de Souscription : Du 12 au 20 mars 2021

Minimum de Souscription : 50 Obligations

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le pasteur Ntoumi ne soutient aucun candidat



Le président du Conseil national des républicains (CNR), Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntoumi a annoncé le 13 mars à

Moukaka, au cours d'une conférence de presse, dans le district de Mayama, département du Pool, qu'il ne soutient aucun candidat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

« A l'orée de l'élection présidentielle, l'opinion publique nationale et internationale attend que la voix du président du CNR se fasse entendre. En effet, le CNR convaincu que la démocratie doit suivre son cours normal, pense que l'élection présidentielle doit se faire dans la paix, la transparence, la liberté et dans le respect des règles du jeu démocratique. Elle ne doit pas être l'occasion de réveiller les vieux démons de la division, de la haine, de règlement de compte d'il y a quelques années », a-t-il déclaré, avant d'inviter tous les candidats à faire preuve de tolérance, d'amour, de grandeur, de patriotisme et de fair-play.

FOOTBALL AFRICAIN

Patrice Motsepe, nouveau président de la CAF

L'homme d'affaires Sud-Africain, Patrice Motsepe, a été plébiscité, le 12 mars à Rabat, au Maroc, comme le nouveau président de la Confédération africaine de football (CAF) en remplacement du Malgache Ahmad Ahmad. Propriétaire du club Mamelodi Sundowns, le septième président élu de la CAF entend œuvrer pour le redressement du football africain au regard du déficit financier que connaît cette instance sportive. « Le défi majeur de la nouvelle équipe est d'inverser la courbe, ce qui permettrait à la CAF de jouer son rôle en développant le football », a indiqué Patrice Motsepe après son élection.

Page 12



DÉPARTEMENT DE LA SANGHA

Sangha Mining débute l'exploitation du fer cette année



Les deux parties échangeant les parapheurs/Adiac

La compagnie minière Sangha Mining Development a annoncé qu'elle va investir près de 5495 milliards FCFA dans l'exploitation du gisement de fer d'Avima, Badondo et Nabemba, dans le département de la Sangha. Le lancement des travaux de l'usine est attendu au quatrième trimestre de cette année, pour une perspective d'exportation en 2023 et à terme pour une production annuelle de plus de 100 millions de tonnes de minerais de fer. Les deux conventions d'exploitation de ce gisement ont été

signées à Brazzaville, le 13 mars, entre le directeur général de ladite société, Manuel André et le ministre des Mines et de la Géologie, Pierre Oba, en présence de ses collègues des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, et celui du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Page 9

Éditorial

Une semaine

Page 2

ÉDITORIAL

Une semaine

Sept jours nous séparent du scrutin présidentiel du 21 mars.

Cela correspond à peu près au temps qui reste aux sept candidats, à leurs soutiens et à leurs équipes de campagne, de jeter leurs dernières forces dans la bataille de la mobilisation.

Pour continuer à convaincre les électeurs qui les ont reçus bien chaleureusement et presque à tour de rôle durant leurs déplacements à travers le pays. La réalité est que jusqu'au dernier jour de la campagne, le 19 mars avant minuit passé, la campagne électorale officielle restera ouverte.

Il n'est pas exclu que le porte-à-porte se poursuive en silence en direction des derniers indécis considérés parfois comme des voix susceptibles de faire la décision du vote.

Attention, la loi dispose que la campagne électorale se termine 48 heures avant le jour du vote.

Le 21 mars, chacun doit avoir mis de côté ses gadgets électoraux pour se présenter devant le bureau de vote en citoyen respectueux des textes qui régissent le cadre juridique et institutionnel de l'élection.

A bon entendeur salut !

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Juste Désiré Mondélé : « Le candidat de la majorité ne se détourne pas de sa vision politique »

Le porte-parole du candidat Denis Sassou N'Guesso sur les questions politiques, Juste Désiré Mondélé, a édifié la presse sur la vision politique et économique du candidat de la majorité présidentielle.

Sachant que l'élection présidentielle est une rencontre politique et sociale entre un homme et son peuple, a indiqué Juste Désiré Mondélé, le candidat Denis Sassou N'Guesso a proposé aux Congolais le projet de société intitulé : « Ensemble,

candidat de la majorité présidentielle. Une vision qui se départit de celle des autres candidats qui prônent la balkanisation du pays, a-t-il déclaré.

Si d'aucuns pensent que la paix n'est pas comestible, a insisté Juste Désiré Mondélé, le candi-

travers les promesses relatives à la création d'emplois dans les secteurs comme l'industrie, l'agro-industrie et l'agropastorale.

À titre illustratif, a renchéri Juste Mondélé, la raffinerie de Pointe-Noire dont la première pierre a été posée le 21 février 2021 générera 5000 emplois directs et indirects. Aussi, grâce au partage de production dans le domaine du bois, dispositif du nouveau code forestier, Denis Sassou N'Guesso promet de développer une économie locale de transformation du bois pour résorber le chômage des jeunes, a-t-il ajouté.

En dehors de la création d'emplois, le candidat président, grand ami de la jeunesse, entend aussi développer plusieurs structures et dispositifs devant contribuer à sa prise en charge tels que l'université Denis-Sassou-N'Guesso, le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, l'Agence congolaise pour l'emploi, le Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement et les Centres de formation d'apprentissage.

Juste Désiré Mondélé a également soutenu que son candidat promet le renforcement de la production nationale en électricité par la construction de deux nouveaux barrages et le renforcement des infrastructures existantes. L'ambition est de connecter, à terme, toutes les localités du pays et d'offrir l'électricité à tous les ménages.

Roger Ngombé



Juste Désiré Mondélé

poursuivons la marche » qui est, somme toute, la suite logique de « La marche vers le développement ».

Par ailleurs, Juste Désiré Mondélé a insisté sur la culture de paix toujours portée par son candidat. Sans la paix, a-t-il renchéri, aucun développement n'est possible. En effet, le processus de décentralisation amorcé par le Congo dispose, a-t-il expliqué, aujourd'hui de tous les instruments juridiques y relatifs grâce à la vision du

dat de la majorité y veille scrupuleusement. La preuve, malgré les périodes troubles que le Congo a connues, Denis Sassou N'Guesso n'a jamais admis la présence des Casques bleus sur le territoire congolais comptant sur sa propre capacité à gérer pacifiquement les conflits, a-t-il poursuivi.

Abordant le volet économique, le porte-parole du candidat de la majorité présidentielle exhorte les jeunes à se saisir des opportunités qu'il leur offre à

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Le MJP invite la jeunesse congolaise à voter dans la discipline

Au terme d'un carnaval organisé le 10 mars à Brazzaville, le président national du Mouvement des jeunes présidentiels, Donald Mobobola, a demandé à la population congolaise en général et à la jeunesse en particulier de se mobiliser le 21 mars afin d'élire le candidat de leur choix dans la paix et la discipline.



Les membres du MJP lors de la marche/Adiac

Après avoir visité plusieurs localités du Congo pour prêcher le même message, le président national du MJP a été reçu par le président de la fédération de Brazzaville dudit mouvement juvénile, Denis Mayembo, les autres membres du bureau et des sympathisants du Mjp Brazzaville, à l'aéroport international Maya-Maya.

Pour marquer leur présence, les membres du mouvement qui soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso se sont illustrés à travers un carnaval qui a commencé à l'aéroport pour se terminer au marché Total.

« Vous constatez comme moi comment les jeunes congolais sont mobilisés sans banderoles ni affiches du président-candidat Denis Sassou N'Guesso. Nous sommes déterminés et nous accompagnerons le candidat Sassou. Nous voulons une élection libre et transparente. Les jeunes doivent s'engager pour que les élections se déroulent normalement », a indiqué Donald Mobobola.

Notons que ce message de paix et d'engagement citoyen a été délivré, la semaine dernière, dans les départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Bouenza et de la Lekoumou par le bureau national de cette organisation.

Rude Ngoma

Les étudiants de Ouenzé 1 édifiés sur le projet de société du candidat Denis Sassou N'Guesso

Le directeur de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondélé, a échangé, le 11 mars, avec les étudiants et élèves du cinquième arrondissement de Brazzaville.



Juste Désiré Mondélé parle aux étudiants/Adiac

Dès l'entame des échanges, Juste Désiré Mondélé a retracé les temps forts ayant conduit à la réélection de son candidat en 2016 ainsi que les crises économique et sécuritaire dans le Pool, ainsi que la crise sanitaire mondiale due à la pandémie du coronavirus qui, selon lui, font partie des causes exogènes ayant impacté négativement sur la mise en pratique de l'ancien projet de société dénommé : « La marche vers le développement ».

L'orateur a ainsi expliqué que l'actuel projet de société de son candidat comporte neuf principaux axes qui peuvent être représentés par le triptyque Paix, relance économique et développement. « Le président Denis

Sassou N'Guesso dans son histoire politique s'est souvent retrouvé face aux situations assez complexes; mais il a toujours su franchir les obstacles. Il s'est engagé depuis près de cinq années à relancer l'économie par sa diversification. Nous aurons une économie qui permettra aux Congolais de consommer les produits locaux », a indiqué Juste Désiré Mondélé.

Lors de la séance des questions-réponses, les étudiants ont, de façon directe, posé sans tabou, les questions cruciales qui minent la société congolaise. Ils ont, en effet, abordé l'aspect lié aux conditions de vie dans les campus universitaires, les diffi-

cultés d'études, l'employabilité des jeunes, l'insécurité, l'impartialité de la justice, la non réalisation des promesses électorales et bien d'autres.

Répondant aux préoccupations de ses interlocuteurs, le directeur local de campagne de Denis Sassou N'Guesso à Ouenzé a rappelé les différents efforts et projets réalisés par son candidat dans tous les départements du Congo.

Il a, par la même occasion, invité les jeunes à soutenir le « grand ami de la jeunesse, le 21 mars », afin de faciliter l'exécution de son projet de société qui prend en compte, d'après lui, tous les points abordés lors de la présente rencontre.

R.Ng.

LE FAIT DU JOUR

Le Congo profond

Le 15 août prochain, le Congo fêtera le 61ème anniversaire de son indépendance. En raison des restrictions imposées par le gouvernement en lien avec la crise sanitaire en cours, peut-être que des manifestations grandioses que la ferveur de la campagne électorale en vue du scrutin présidentiel du 21 mars a bravées seront interdites.

Peut-être aussi que la courbe des contaminations à la Covid-19 aura fléchi et que donc les Congolais éclateront comme ils savent le faire en saluant un jour glorieux pour leur nation

toujours en construction.

A propos justement de la construction nationale, il serait injuste de prétendre qu'au Congo la vie de tous les jours se passe comme dans le meilleur des mondes. Nous ne parlons pas du quotidien des acteurs politiques intéressés au premier chef par les luttes de positionnement sans lesquelles ils n'existent pas.

Nous parlons du quotidien des Congolais des quatre coins du pays. Leur bataille en tant que population est de voir s'améliorer chaque jour leurs conditions d'existence. Et sur ce par-là, il est un chantier sur lequel le

Congo a avancé avec beaucoup de détermination. Le chantier des infrastructures de base.

Prenons le seul axe des voies de communication. La jonction désormais établie entre Pointe-Noire, au Sud et Ouesso, au Nord, en passant par Brazzaville, la capitale, est une grande conquête pour l'unification du territoire national.

Le long de cette dorsale se développe une économie informelle de laquelle les paysans en particulier tirent l'essentiel de leurs revenus. Mais il faut visiter les chefs-lieux des départements pour se rendre compte

que de façon assidue- n'ayons pas honte de dire ce qui est-, le Congo créé les conditions de son développement.

Il suffit d'impulser une certaine harmonie entre ces infrastructures de base qui ne sont pas que routières et la volonté réelle d'endiguer le laisser-aller pour briser les tabous de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Sans renoncer à leurs convictions personnelles, les Congolais peuvent être fiers de voir leur pays se construire sous leurs yeux. Lentement mais sûrement !

Gankama N'Siah

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

**PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE
ET PORTS SECONDAIRES**

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DE L'EXPLOITATION

Tél : 81.50.18
Fax : 81.10.80
BP : 2048
BRAZZAVILLE

AVIS AU PUBLIC
N° **002** /2021

Au cours de ses visites d'imprégnation, le Directeur Général du Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires a noté la présence des épaves des véhicules, des engins de levage et des travaux publics dans les ports secondaires de Ouessou, Mossaka, Impfondo et Dongou.

Pour assainir ces infrastructures, il est demandé aux propriétaires de ces épaves de les dégager sous quinzaine, après règlement des redevances portuaires dues au titre d'occupation des terre-pleins.

Une procédure de déchéance de propriété sera enclenchée pour les épaves non enlevées au terme de cette quinzaine qui court à compter de la date de signature du présent avis.

Contact : Tél.

Fait à Brazzaville, le
Le Directeur Général,

Daniel MOLONGANDZEYI.

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

**PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE
ET PORTS SECONDAIRES**

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DE L'EXPLOITATION

Tél : 81.50.18
Fax : 81.10.80
BP : 2048
BRAZZAVILLE

AVIS AU PUBLIC
N° **001** /2021

N° _____ /PABPS-DG-DEX

Le Directeur Général du Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires porte à la connaissance du public de la disponibilité des entrepôts et des terre-pleins exploitables dans les ports secondaires de Ouessou, Mossaka, Itoumbi, Impfondo et Dongou.

Toutes personnes désireuses d'exploiter ces infrastructures trouveront des informations techniques auprès de la Direction des Infrastructures et Equipements (DIE) du Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires.

Contact : Tél.

Fait à Brazzaville, le
Le Directeur Général,

Daniel MOLONGANDZEYI.

**NOUVEAU TRONÇON
POINTE-NOIRE - OUESSO**

La 1^{re} ligne Directe qui rapproche
le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans
toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33 / 06 587 44 60
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

CEAN du NORD
Sécurité - Confort - Fiabilité

**GRILLE TARIFAIRE
POINTE-NOIRE - OUESSO**

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			OUESSO	30.000	27.000

**AVIS D'APPEL À CANDIDATURE
POUR LE RECRUTEMENT D'UN
AUDITEUR INTERNE**

Le Secrétariat de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) recherche un Auditeur Interne, personne physique ou morale, qualifié, basé en République du Congo, pour exercer ses fonctions d'Audit Interne.

Les Termes de Références sont disponibles sur www.apposecretariat.org ou peuvent être obtenus sur demande par courrier électronique à l'adresse info@apposecretariat.org.

La date limite de soumission des offres est le 31 mars 2021.

Le Secrétariat de l'APPO.

PRÉSIDENTIELLE 2021

Plus de stratégies et d'engouement à Ouenzé, Poto-Poto et Ollombo pour Denis Sassou N'Guesso

Les trois directeurs locaux de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso, à Ouenzé III, Poto-Poto I et à Ollombo I et II ont mobilisé les futurs électeurs pour leur expliquer les contours du projet de société: « Ensemble, poursuivons la marche ».

Romi Oyo, directeur de campagne de Denis Sassou N'Guesso à Ouenzé III a convaincu plusieurs femmes et filles de plus de dix-huit ans et Jean De Dieu Kourissa, pour sa part, a persuadé les jeunes et vieux des quartiers 31 et 32 du troisième arrondissement de Brazzaville. Bruno Jean Richard Itoua et Ludovic Ngatsé, quant à eux, ont été accueilli par une population en liesse à Ollombo, dans les Plateaux. Dans leur message, ils ont appelé à voter pour Denis Sassou N'Guesso. « *Ollombo gouverne par la présence de ses cadres au plus haut niveau de l'Etat. Au gouvernement, à l'armée, dans l'administration publique et autres* », a indiqué Bruno Jean Richard Itoua. Les deux directeurs de campagne à Ollombo I et II ont aussi expliqué les grandes lignes sur le plan agricole du projet de société « Ensemble, poursuivons la marche ». De son côté Romi Oyo, directeur de campagne à Ouenzé III a déclaré: « *Votez à 100% notre candidat* ». L'insertion socio-professionnelle des jeunes est également l'un des volets importants du projet de société: « Ensemble, poursuivons la marche », a rappelé Jean De Dieu Kourissa, avant d'ajouter: « *Notre candidat va continuer à s'investir pour la formation professionnelle des jeunes afin de leur offrir plusieurs débouchés. Les écoles d'excellence vont être construites dans tous les départements du pays* ».

Fortuné Ibara

PAIX EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Des jeunes sensibilisés à la culture de la tolérance

Une association dénommée « Dynamique l'artisan de la paix Denis Sassou N'Guesso » (DAP-DSN) a organisé, le 11 mars à Brazzaville, une causerie-débat au cours de laquelle elle a exhorté les jeunes à préserver la paix et l'unité nationale en période électorale.



Les jeunes venus participer à l'atelierPhoto Adiac

L'atelier était animé par le président de la dynamique, Alex Ngouloubi, sur le thème: « Conscientisation de la jeunesse congolaise pour une élection apaisée au Congo ».

Dans son exposé, Alex Ngouloubi a fait savoir aux jeunes que le vote est un droit civique, dévolu aux citoyens ayant atteint l'âge de la maturité. Pour voter, a-t-il indiqué, chacun des citoyens doit adopter un comportement digne et exemplaire, basé sur trois piliers essentiels.

Il s'agit, en premier, de la tolérance. Une qualité personnelle qui appelle tous les citoyens à respecter les opinions et avis des uns et des autres, étant donné que chaque individu est libre de son choix électoral.

« *Le deuxième pilier ici est le civisme. Celui-ci est le comportement d'un citoyen vis-à-vis du bien public et vis-à-vis d'autrui. Lorsqu'on n'est pas satisfait des résultats d'un scrutin, la loi a prévu des voies de recours, au lieu de troubler l'ordre public en détruisant les édifices à travers la ville. Soyez vigilants et ne pas céder à la manipulation et à l'intox* », a expliqué Alex Ngouloubi.

Firmin Oyé

Charlotte Opimbat mène une campagne de proximité à Poto-Poto II

La directrice locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la deuxième circonscription électorale de Poto-Poto, Charlotte Opimbat, a effectué le 11 mars des descentes dans les cellules du Parti congolais du travail (PCT) du quartier 333.



Les membres de la cellule 26 AAdiac

Des cellules 24, 26 C, 26 A, 26 B, 25 A, 25 B, 21 et 20 du PCT, dans la section 4, en passant par les cellules Loango, Mbakas, Banziri et Dispensaire dans la section 3, Charlotte Opimbat et les autres membres de la direction de campagne ont invité les potentiels électeurs à voter pour Denis Sassou N'Guesso. « *Nous sommes en train de poursuivre l'opération porte-à-porte visant à mobiliser les potentiels électeurs au niveau de leurs rues et zones. Nous avons donc procédé à une visite des militants qui composent les cellules. Le message est celui de voter notre candidat Denis Sassou N'Guesso le 21 mars parce qu'il est le meilleur. Je pense que la population comprend bien, elle*

l'a presque choisi et nous sommes satisfaits », s'est réjoui Charlotte Opimbat.

La directrice locale de campagne du candidat de la majorité présidentielle a, en effet, exhorté l'électorat de Poto-Poto II à aller voter le 21 mars en groupe, afin que la victoire du président sortant parte du troisième arrondissement en général et de sa circonscription en particulier. « *Renseignez-vous déjà sur les centres de bureaux de vote. Vous êtes directrice et directeur de campagne dans vos cellules respectives. Le 21 mars vous devez être accompagnés d'autres électeurs. Denis Sassou N'Guesso est le candidat de la paix. Car sans la paix, nous ne pouvons rien* »,

a-t-elle justifié.

Un message bien saisi par les responsables du PCT des différentes cellules visitées. « *L'heure est grave, elle n'est plus aux longs discours. Notre cellule votera le président Denis Sassou N'Guesso à 100%. Dès 12 heures, nous aurons déjà clôturé* », a promis la secrétaire à l'organisation et à la mobilisation de la cellule 24 du PCT, Sophie Mvoumath. Charlotte Opimbat a, enfin, annoncé la célébration, le dimanche 14 mars prochain, d'une messe d'action de grâce à la cathédrale Sacré-Cœur. Cette messe à laquelle la gent féminine est conviée sera consacrée à l'unité nationale et la paix en cette période électorale.

Parfait Wilfried Douniama

Les femmes du MAR mobilisées pour le candidat de la majorité présidentielle

Réunies à Brazzaville le 11 mars, les militantes du Mouvement action et renouveau (MAR), parti politique de la majorité présidentielle, ont promis de s'impliquer dans la campagne électorale en vue d'amener à la victoire du candidat Denis Sassou N'Guesso.



Les militantes du MARAdiac

La rencontre initiée par la présidente de la fédération-MAR de Brazzaville, Laetitia Nkakou, a mobilisé des militantes des neuf arrondissements de la capitale, ainsi que des responsables de la société civile. « *Femme du parti MAR: la paix et la campagne électorale pour le soutien au candidat Denis Sassou N'Guesso* », c'est le thème de l'activité placée sous le signe du mois de la femme et son engagement politique.

A en croire Laetitia Nkakou, les échanges ont permis aux femmes du MAR de pouvoir se déployer et s'impliquer davantage dans le processus électoral en cours. « *Nous*

avons profité de la rencontre pour sensibiliser les femmes à aller retirer leurs cartes d'électeurs, à se mobiliser en faveur de la victoire du candidat de la majorité, et surtout à les encourager de se servir de leur statut social pour promouvoir la paix auprès de leurs familles et communautés respectives, en vue d'un scrutin apaisé », a-t-elle indiqué.

À travers cette rencontre citoyenne, les femmes du MAR voulaient prouver leur engagement dans le rang de la majorité présidentielle et leur place dans le débat public. « *Nous avons déjà organisé des activités dans*

notre arrondissement Poto-Poto, et cette action va se poursuivre. Notre souci c'est de voir le scrutin se tenir dans la paix », a confié Chrisna Ntiemi, l'une des participantes. C'est aussi l'avis de Georgine Moukou qui prône la victoire dès le premier tour de Denis Sassou N'Guesso.

Il faut noter qu'à l'issue de la rencontre, le bureau fédéral de Brazzaville a procédé à la remise des kits de campagne électorale aux femmes, marquant le lancement des campagnes de proximité dans les quartiers et arrondissements, appelées communément « ambassades ».

Fiacre Kombo

PRÉSIDENTIELLE 2021

La culture, l'une des priorités du candidat Denis Sassou N'Guesso

Le candidat à la présidentielle du 21 mars prochain, Denis Sassou N'Guesso exprime clairement sa vision culturelle dans son projet de société dénommé : « Ensemble, poursuivons la marche ». Ce volet a été évoqué à la presse par sa porte-parole aux questions sociales et culturelles, Pauline Issongo.

Après le volet social, Pauline Issongo a enchaîné avec le volet culturel du projet du candidat Denis Sassou N'Guesso dont elle a la charge d'en dévoiler les contours aux futurs électeurs. En effet, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de sa vision culturelle, le candidat Denis Sassou N'Guesso a résolu de la redynamiser, a expliqué sa porte-parole. « Le rêve du candidat Denis Sassou N'Guesso pour le Congo est d'instituer un modèle de développement basé sur les femmes et les hommes et sur nos propres valeurs culturelles », a-t-elle déclaré.

Pour son candidat, la dimension fondamentale du développement d'un pays, c'est sa capacité à se projeter dans la modernité en actualisant ses fondements culturels pour les adapter au défi politique et économique du vingt-unième siècle. C'est pour cela qu'il s'est engagé à prêter une attention particulière aux plus grands fondements culturels du développement.

Conformément à son objectif stratégique de transformer le secteur de la culture et des arts en secteur générateur de revenus, Denis Sassou N'Guesso, dit sa porte-parole, a décidé de renforcer l'offre des services administratifs, culturels et du patrimoine naturel et culturel ; renforcer les capacités opérationnelles des institutions, du personnel et des créateurs. Aussi, prévoit-il, de redynamiser la vie culturelle au Congo par l'édification de nouvelles infrastructures de la culture, la formation aux métiers de la culture, la promotion et le développement des produits



« Le rêve du candidat Denis Sassou N'Guesso pour le Congo est d'instituer un modèle de développement basé sur les femmes et les hommes et sur nos propres valeurs culturelles »

culturels et le renforcement du dispositif juridique de valorisation et d'accompagnement de la culture.

En s'appuyant sur les principes directeurs de la convention 2005 de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le candidat Denis Sassou N'Guesso entend prendre un certain nombre de mesures nécessaires à la structuration des industries culturelles et créatives et leur permettre de disposer d'infrastructures et des

ressources humaines, techniques et financières susceptibles de contribuer à la création des emplois, à la cohésion sociale, à la diversification de l'économie, au rayonnement et surtout au développement du Congo.

Dans cette optique, poursuit la porte-parole, il prévoit de construire, en mode partenariat public-privé, un musée national et des musées départementaux, aux normes contemporaines et avec des grandes capacités d'accueil ; construire une cité de la

mémoire au lieu d'embarquement des esclaves à Loango ; aménager ou réaménager des sites faisant partie de l'histoire du Congo. Ces actions contribueront à préserver et à promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel du Congo. Grâce à elles, le pays augmentera son attractivité et attirera davantage des touristes et des visiteurs qui contribueront à accroître les chiffres d'affaires des opérateurs culturels et touristiques ainsi que celui des commerçants et artisans.

Le patrimoine culturel dans son aspect immatériel, a-t-elle indiqué, peut aussi aider à protéger la biodiversité et à contribuer à la durabilité environnementale. C'est ainsi que le projet « Ensemble, poursuivons la marche » prévoit également de : construire et organiser en réseau des bibliothèques départementales ; construire, dans chaque district et dans chaque arrondissement, une maison de la culture, avec des salles appropriées de lecture, d'exposition, d'animation culturelle et de différents spectacles, en sollicitant les concours des organisations internationales de la culture et des autres mécènes. Et Denis Sassou N'Guesso, a souligné son porte-parole, reste persuadé que les bibliothèques garantissent l'accès au savoir. Car, dans un pays dépourvu de bibliothèque, il serait difficile de faire progresser la recherche et le savoir ou de préserver pour les générations futures les connaissances et le patrimoine accumulés par l'humanité.

Par ailleurs, les infrastructures culturelles jouent un rôle de premier plan dans la qualité de vie

des citoyens, tout comme elles favorisent la santé économique du milieu dans lequel elles sont implantées. Elles participent non seulement à la vitalité culturelle, mais aussi représentent un attrait majeur pour les touristes et les futurs citoyens. Afin de prévoir les besoins des citoyens en matière d'infrastructures culturelles, et de planifier les ressources à investir pour répondre à leurs besoins, Denis Sassou N'Guesso se propose de mailler l'ensemble du territoire national des infrastructures culturelles dignes dédiées à la diffusion des arts. Et dans ces différents espaces seront développées les activités de création, production, diffusion, distribution, formation et de conservation des œuvres.

Pour couronner le tout, le projet de société « Ensemble, poursuivons la marche » prévoit de recruter tant au niveau national qu'international des formateurs aux différents métiers de la culture ; recourir à la coopération bilatérale et à la coopération multilatérale pour la formation des formateurs et des apprenants des métiers de la culture ; intégrer l'enseignement sur les arts dans les cursus éducatif notamment dans les cycles primaire et secondaire ; développer des filières de formation aux métiers de la culture, à l'université et dans le cadre de la formation professionnelle.

Pauline Issongo estime qu'avec le nouveau projet de société « Ensemble, poursuivons la marche », une nouvelle page de la culture s'ouvre avec, en perspective, la création des milliers d'emplois directs et indirects.

Bruno Okokana

PRÉSIDENTIELLE 2021

Pour la paix, Kibouéndé vote Denis Sassou N'Guesso

Lors d'un meeting animé le 12 mars par le président du Parti républicain et libéral (PRL), Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, la population de Kibouéndé, dans le département du Pool, ayant compris l'intérêt de la paix, a décidé de voter le 21 mars le candidat Denis Sassou N'Guesso.

Au cours du rassemblement auquel la population est venue en grand nombre, Nicéphore Fylla a, comme il l'a fait récemment à Kinkala et à Linzolo, justifié son choix du candidat de la majorité présidentielle. Ainsi, de manière claire, il leur a dit que Denis Sassou N'Guesso attache du prix à la paix. C'est à ce titre, a-t-il précisé, qu'il s'est évertué à rétablir la quiétude dans le département du Pool, qui, des années durant, a plombé sous le poids des violences armées.

« En 2015 et 2016, je disais aux hommes politiques du Pool qu'il ne faut jamais emmener la bagarre dans sa maison, parce qu'au finish, elle détruira toujours votre foyer. Mais, il y a un temps pour la bagarre et un autre pour la paix. Soyez vigilants, que personne ne vous trompe encore ; car, il n'y a pas mieux que la paix », a indiqué Nicéphore.

En outre, le président du PRL a



Les participants lors des échanges/Adiac

annoncé que dans le budget 2021, le gouvernement a inscrit quelques projets socio-économiques au bénéfice de Kibouéndé. Il a cité, entre autres, l'ouverture l'année prochaine du lycée technique dont un bâtiment de trois classes avait été déjà construit par le conseil départemental du Pool. Il est prévu aussi, à l'en croire, l'électrification et le bitumage de la route d'accès à cette communauté urbaine ainsi que la construction d'une école de menuiserie à Madia.

Face au challenge de la paix dans cette partie du pays et à l'impérieuse nécessité de développer la localité de Kibouéndé, la population a décidé de faire à nouveau confiance au président-candidat, en le votant massivement le 21 mars prochain. « Nous avons accepté d'accorder nos suffrages au candidat Denis Sassou N'Guesso, parce que nous voulons d'une paix durable et non éphémère », a confié l'un des sages de Kibouéndé.

Firmin Oyé

Le président sortant bénéficie du soutien de la communauté ouest-africaine de Poto-Poto 3

Les ressortissants d'Afrique de l'Ouest de Poto-Poto 3 ont exprimé le 11 mars à Brazzaville leur soutien au candidat Denis Sassou N'Guesso au cours d'une rencontre avec son directeur local de campagne Ferréol Gassackys.



Vue partielle des sages de la communauté

Au cours des échanges, Ferréol Gassackys a invité cette communauté dont certains membres ont la nationalité congolaise à voter massivement pour Denis Sassou N'Guesso le 21 mars prochain.

Limam Mballa Yira, président de la mosquée de la rue Louingui à Poto-Poto 3, a rassuré le directeur local de campagne du président candidat. « Nous avons mis trop du temps dans ce pays et nombreux sont mêmes venus avant les indépendances. Nous savons tout sinon beaucoup de ce pays. Nous savons qui a ramené la paix dans ce pays. On sait donc qui voter. Au regard de ce qui précède, nous allons demander à nos enfants et à tous ceux qui ont la nationalité congolaise de voter le 21 mars pour le candidat Denis Sassou N'Guesso », a-t-il lancé.

B.O

PRÉSIDENTIELLE 2021

La Cirgl invite les médias à faire preuve de crédibilité et d'impartialité

Lors d'une séance de travail avec le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Mougalla, le 12 mars à Brazzaville, le secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl), João Samuel Caholavec, a invité les médias publics et privés congolais à faire bon usage de leurs positions professionnelles dans la couverture médiatique de l'élection présidentielle du 21 mars.

L'objectif de la rencontre était d'échanger sur des questions liées au rôle et à l'importance des médias dans le processus électoral et de prendre connaissance du fonctionnement des médias au Congo.

« Nous avons eu des échanges très fructueux avec le ministre en charge de la Communication sur le rôle et l'importance des médias dans le processus électoral. Cela m'a permis d'avoir une idée sur la relation qui existe entre le gouvernement, les institutions électorales et la presse. Aussi, sur la diffusion de l'information à la population congolaise », a indiqué le secrétaire exécutif du Cirgl, João Samuel Caholavec, à la fin des échanges.

Selon lui, en cette période électorale, les médias ont un rôle très important à jouer;



João Samuel Caholavec s'adressant à la presse/Adiac pouvant servir à semer le doute et la peur durant cette période.

car elles se doivent d'informer la population avec précision et équité. « Vous jouez un rôle très important et critique pour la population. C'est pour cela que je vous demande de faire bon usage de votre position qui est une force afin d'aider le souverain primaire dans le choix à opérer dans les bureaux de vote », a-t-il souhaité.

João Samuel Caholavec a également fait savoir que la presse congolaise, qui se doit d'informer et d'éduquer, devrait également être capable de donner aux citoyens la vraie information sur l'élection présidentielle en temps réel. De ce fait, elle doit demeurer en alerte pour atténuer certaines rumeurs

Créée en 2008, la Cirgl a été mise en place suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué la région des Grands Lacs. Elle résulte de la reconnaissance de la dimension régionale des conflits et la nécessité d'un effort concerté, en vue de promouvoir la paix et le développement durable dans cette partie du monde.

La Cirgl regroupe douze Etats membres, à savoir : l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Congo, la R.D Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Sud Soudan, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Gloria Imelda Lossele et Merveille Atipo

ECHOS DES CANDIDATS

Mathias Dzon tente de convaincre les potentiels électeurs des Plateaux

Le candidat du Collectif des partis de l'opposition congolaise et de l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD), Mathias Dzon, séjourne actuellement dans le département des Plateaux, notamment à Djambala et Lékana où il tiendra des meetings.

Après les deux Cuvette où il a tenu des meetings à Makoua, Owando, Obouya et à Ewo, le président de l'Union patriotique pour le renouveau national était le 11 mars dernier l'hôte de la population de Gamboma. Mathias Dzon a, en effet, drainé des foules dans cette localité qu'il considère comme son fief.

Dave Mafoula met le cap sur la Cuvette

Après avoir lancé officiellement sa campagne par une rencontre avec le roi des Batékés à Mbé et effectué plusieurs descentes dans les différents quartiers de Brazzaville, le candidat Dave Uphrem Mafoula mène en ce moment sa campagne dans la Cuvette. Selon son équipe de campagne, le plus jeune candidat à l'élection présidentielle du 21 mars a organisé un rassemblement à Mossaka ce 12 mars.

La prochaine étape de sa campagne sera le département du Pool où il a prévu un meeting à Kinkala pour présenter à la population les grandes lignes de son projet de société dénommé : « Contrat présidentiel ». Un programme qu'il estime audacieux visant à établir un cadre plus propice permettant à chaque compétence congolaise de s'exprimer et d'être le champion dans son domaine.

Parfait Wilfried Douniama

INDUSTRIE FORESTIÈRE

Total investit 150 milliards FCFA dans la réserve de Léfini

Le géant pétrolier français, via sa filiale Total nature based solution (TNBS), va réaliser des plantations forestières, agroforestières et puits de carbone sur environ 70 mille hectares à Léfini, dans le département des Plateaux.



La photo de famille/Adiac

La convention de partenariat pour la plantation de puits de carbone dans « les Plateaux Batékés », a été signée à Brazzaville, le 12 mars, entre la ministre de l'Économie, Rosalie Matondo, le directeur général de Total EP Congo, Martin Deffontaines, et le gérant de la société partenaire de Total, Forestneutral Congo, Bernard Cassagne(FNC).

Ce contrat constitue la première opération de boisement au niveau de la sous-région et un premier investissement du groupe pétrolier français en République du Congo, en matière de lutte contre la déforestation et le réchauffement climatique. À termes, le projet conduira le Congo vers l'industrie de bois de plantations, a estimé le gérant Bernard Cassagne, qui a aussi salué une contribution à la diversification économique et au développement local.

Environ 40 000 hectares de terres vont être transformés en puits naturels de carbone et seront éloignés des sites agricoles. « Ce beau projet vient valoriser les immenses réserves foncières de Léfini, jusqu'à non valorisées, pour y apporter des emplois et un développement local tant attendu. C'est un pro-

jet zéro déforestation, zéro perte de biodiversité. À l'inverse avec le temps, la biodiversité va s'accroître, avec près de quinze mille hectares de surfaces foncières protégées », a indiqué Bernard Cassagne, assurant que le projet repose sur la tradition du Congo en matière de plantation forestière.

L'entreprise FNC s'engage à installer une centrale de cogénération d'une puissance installée de 2,5MW ; une usine de déroulage et une autre de sciage du bois issu des plantations, pour alimenter Brazzaville en contreplaqués de 32000m³ an-1 et en bois sciés de 40000m³ an-1 ; un périmètre agroforestier à rotation de 9 ans et à forte intensité de main-d'œuvre, avec un rythme d'installation 250 hectares par an et la création d'un puits de carbone. L'entreprise exploitante devra, en contrepartie, payer à l'État congolais un loyer annuel, au titre de redevance d'emphytéotique, de 1000F par ha apte aux plantations et de 250F par hectare non apte aux plantations. La stabilité du pays et son expérience dans le domaine de reboisement, à en croire la ministre de tutelle, Rosalie Matondo, ont contribué du choix du Congo par

les partenaires pour la concrétisation du projet de plantation de puits de carbone. « Le projet va générer dans le temps des recettes fiscales d'environ 120 milliards FCFA, plus de 1200 emplois directs et 200 emplois indirects et impactera jusqu'à 10 000 personnes », s'est réjoui Rosalie Matondo, en présence de son collègue chargé du Commerce, Claude Alphonse Nsilou. Le démarrage effectif du projet est prévu pour le mois de novembre prochain. Pour cela, TNBS promet de mettre tous les moyens nécessaires en vue de la concrétisation des chantiers annoncés, s'inscrivant dans sa responsabilité sociétale. « Cette collaboration entre Total et le gouvernement congolais va concrétiser un nouveau modèle de développement vert basé sur le carbone forestier », a assuré Martin Deffontaines.

Il faut signaler que ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme national d'afforestation et de reboisement, lancé 2011, qui concède un million d'hectares de plantations forestières et agroforestières à vocation économique, environnementale et sociale.

Fiacre Kombo

CUVETTE

56km de pistes agricoles réhabilités

Le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdca) vient de réhabiliter la piste agricole Pamba-Odzaka-Okombé, longue de 56km, située entre les districts de Makoua et celui de Ntokou, dans le département de la Cuvette.



Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture visitant la piste/Adiac

Réalisés en seize mois par la société Italy construction avec un coût global de 872.684.985FCFA, les travaux de réhabilitation de cette piste agricole ont concerné le désherbage, le bétonnage et le terrassement, l'entretien des dalots, la mise en place de deux barrières de pluies. L'ouvrage a été réceptionné le 12 mars, par le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, Michel Elenga.

Grâce à cette piste, les acteurs agro-pastoraux et halieutiques, évoluant le long de cet axe qui compte 25 villages, pourront désormais évacuer facilement leurs produits agricoles vers les grands centres de consommation.

C'est le cas, par exemple, du groupement agricole pour le développement de Yombé, situé à 22km de la piste et du futur centre communautaire de pêche en construction à Okombé, grâce au Fonds international pour le développement de l'agriculture, via le Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (Pdpc).

« Contrairement à d'autres pistes, celle-ci a été réhabilitée grâce à la collaboration entre le Pdca et le Pdpc. Cette voie vise à désenclaver le centre communautaire en construction », a indiqué le coordonnateur du Pdca, Isidore Ondoki.

Et de poursuivre : « pour protéger la piste, l'entretien sera assuré par une ONG locale qui utilisera les jeunes valides de cette localité, en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté ».

De son côté, Morel Itoua Okombi, usager de ladite piste a confié : « C'est depuis des années que je fais la navette entre Makoua et Okombo. C'était pénible à cause de la dégradation de la piste. Le prix du billet était passé de 2500 FCFA à 4000 FCFA. Les produits comme du poisson fumé étaient aussi devenus plus chers. Mais, depuis que la piste a été réhabilitée, les prix ont baissé ».

Financé par le Congo et la Banque mondiale à hauteur de soixante milliards FCFA, le Pdca a pour objectif d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs des micro, petites et moyennes entreprises agro-industrielles dans les zones sélectionnées.

Lopelle Mboussa Gassia



ÉMETTEUR
République du Congo

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

«Emprunt Obligataire du Congo (EOCG) 6,25% NET 2021 - 2026»



PÉRIODE DE
SOUSCRIPTION :
**Du 12 au
20 mars 2021**



MONTANT
DE L'ÉMISSION :
**100
milliards
de FCFA**



TAUX D'INTÉRÊT :
6,25%*
net par an sur 5 ans
*exonérés de tout impôt
et taxe en zone CEMAC

ARRANGEUR :



CHEF DE FILE :



DÉPARTEMENT DE LA SANGHA

Sangha Mining va débiter l'exploitation du fer cette année

La compagnie minière Sangha Mining Development, société de droit congolais, annonce qu'elle va investir 10 milliards de dollars, soit environ 5495 milliards FCFA dans l'exploitation du gisement de fer d'Avima, Badondo et Nabemba, dans le département de la Sangha.

Les deux conventions d'exploitation du gisement de fer d'Avima, Badondo et Nabemba, ont été signées, à Brazzaville le 13 mars, entre Pierre Oba, ministre des Mines et de la Géologie, et Manuel André, directeur général de la société minière Sangha Mining Development, en présence des ministres des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, et du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebou-

connexes, une ligne de chemin de fer Sangha-Kouilou, un port minéralier et des installations énergétiques.

« Les conventions d'exploitation signées aujourd'hui, grâce à l'implication de tous les acteurs, vont permettre de développer de manière significative l'exploitation des minerais de fer de la Sangha, au nord du Congo (...) Cette am-

l'économie nationale durement impactée par la baisse du prix du pétrole et la pandémie du coronavirus. « Nous attendons beaucoup de la réalisation de ce projet, de l'exploitation du gisement de fer de la Sangha. Elle va booster l'économie de notre pays, le développement local de la Sangha, la construction de la ligne de chemin de fer; le port minéralier à Pointe-Noire et de nombreux emplois directs et indirects », a-t-il déclaré.

Le ministre des Mines s'est aussi exprimé au sujet de la plainte déposée par la précédente compagnie minière Sundance Resources, qui réclame un dédommagement suite à la résiliation de son contrat par l'État congolais. « Cette société n'a rien réalisé dix ans après la signature d'accord d'exploitation, c'est ce qui a amené le gouvernement congolais à résilier ce premier contrat », a signifié Pierre Oba. Cette compagnie a accepté d'observer une trêve d'un mois, avant l'ouverture des discussions dans les jours à venir avec le gouvernement congolais.

Fiacre Kombo

« Cette société n'a rien réalisé dix ans après la signature d'accord d'exploitation, c'est ce qui a amené le gouvernement congolais à résilier ce premier contrat »

ka-Babackas.

Le lancement des travaux de l'usine est prévu au quatrième trimestre de cette année, pour une perspective d'exportation en 2023 et à terme pour une production annuelle de plus de 100 millions de tonnes de minerais de fer, selon Manuel André. La société minière devra également construire des infrastructures

de transport et de logistique. « L'investissement passe par d'importants investissements tant pour l'exportation que pour les infrastructures. Nous espérons contribuer, à travers ce projet, au développement de la République du Congo », a fait savoir Manuel André.

D'après le ministre Pierre Oba, la mise en exploitation du gisement de fer va contribuer à booster

GENRE

Le Fawe sensibilise à la réinsertion de la femme après la vie carcérale

Le Forum des éducatrices africaines (Fawe), section Congo, en partenariat avec la direction générale de l'administration pénitentiaire a célébré la journée du 8 mars en différé à la Maison d'arrêt de Brazzaville, avec les femmes détenues en les sensibilisant aux questions liées à leur retour à la vie normale après le séjour carcéral.

« Notre présence ici prouve que les femmes détenues ne sont pas oubliées. Nous échangeons avec elles ce jour sur la réinsertion, la réadaptation, les reconforter, les rassurer qu'elles ne sont pas seules », a expliqué la présidente de Fawe-Congo, colonel Aline Olga Lonzaniabeka. A la Maison d'arrêt de Brazzaville, la sensibilisation a porté sur plusieurs problématiques : « La réinsertion de la femme après la vie carcérale », développée par Yvette Kibangou, membre du Fawe-Congo ; Des aspects sanitaires sur « le cancer du sein et du col de l'utérus », sujet ayant fait l'objet d'un exposé par le Dr Stéphane Loukombo.

Dans son mot de circonstance, le directeur général de l'administration pénitentiaire, le colonel Jean Blaise Komo, a souligné que la journée du 8 mars est consacrée à toutes les femmes sans exclusive, c'est-à-dire, celles qui sont libres à la cité et celles qui sont privées de liberté à la Maison d'arrêt. « Votre séjour en détention n'est pas une fatalité parce que votre rencontre avec l'administration



« Sensibilisation des femmes en détention dans le cadre du 8 mars pénitentiaire doit vous permettre de faire l'analyse de ce que vous avez été avant, ce qui arrive maintenant et de ce que vous allez faire à la fin de votre séjour carcéral. Soyez rassurées, vos droits seront toujours respectés », a-t-il indiqué, au nom du ministre en charge de la Justice et des Droits humains, Aimé Ange Wilfried Bininga.

Les femmes en détention ont salué l'initiative qui leur permet de constater qu'elles ne sont pas abandonnées à elles-mêmes, de prendre conscience des enjeux liés à leur réinsertion une fois le

Rominique Makaya

FINANCES

Le Congo veut lever 100 milliards FCFA sur le marché sous-régional

La République du Congo va lancer le mercredi 17 mars une émission obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 100 milliards FCFA sur le marché financier régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Dénommé « EOCS 6,25% NET 2021-2026 », cet emprunt obligataire est assorti d'un taux d'intérêt net de 6,25%. L'opération vise à financer les projets qui ont vocation à contribuer au développement économique et social du pays, ainsi qu'à l'apurement partiel de la dette intérieure. Concernant l'apurement de la dette intérieure, ces ressources devraient favoriser la relance de la demande globale et améliorer la gestion des finances publiques. Les projets bénéficiaires de cet emprunt obligataire s'inscrivent, selon le ministère des Finances et du budget, dans les domaines des infrastructures routières, sanitaires, scolaires, énergétiques et de l'économie forestière.

« Sur la base du dernier Plan national de développement (2018-2022), les financements dont bénéficiera l'État congolais lui permettront, en adéquation avec une conjoncture économique s'annonçant meilleure, de mobiliser ses forces pour améliorer la gouvernance, renforcer le capital humain et diversifier l'économie du pays », précise le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo.

La valeur nominale des titres, pour cet emprunt obligataire est de 10 000 FCFA, avec une période de différé du capital fixée à deux ans. Pour la réussite de cette émission, la République du Congo est accompagnée par Axe Capital Corporation pour la partie conseil avec comme arrangeur et chef de file la société Ess Bourse basée à Douala, au Cameroun. Pour sécuriser les remboursements, le ministère des Finances et du budget a mis en place un mécanisme de sûreté à travers l'ouverture d'un compte séquestré à la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

L'option prise par le gouvernement congolais pour cet emprunt obligataire tient compte de la contraction de l'activité économique nationale aggravée par la pandémie de Covid-19. Elle relève également de la nécessité d'un redémarrage du financement du développement, en vue d'un rebond économique durable et inclusif, en vue de favoriser la croissance hors pétrole.

Guy-Gervais Kitina

AFFAIRES SOCIALES

Des motos pour les circonscriptions d'action sociale difficile d'accès

L'Unicef a mis à la disposition du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, le 12 mars à Brazzaville, quinze motos qui serviront aux équipes mobiles chargées de fournir les services de protection aux enfants dans les zones rurales reculées.



Les motos remises par l'Unicef

Sur le terrain, l'on dénombre 120 circonscriptions d'action sociale dont celles se trouvant dans les zones enclavées, a expliqué la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, lors de la réception des moyens roulants octroyés par l'Unicef. « Pour faire l'action sociale, il faut se déplacer. Concernant ce don de l'Unicef, les zones difficiles d'accès seront donc prioritaires », a-t-elle expliqué en saluant l'appui de l'agence onusienne en faveur de l'action sociale, notamment la protection des droits des enfants.

Pour sa part, la représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques De Sousa, a indiqué que l'agence onusienne est heureuse de contribuer à l'atteinte des objectifs que le gouvernement s'est fixés dans le cadre de l'action sociale, notamment la mobilité des agents sociaux sur le terrain, dans les zones reculées. « J'ai la ferme conviction que les besoins de protection des enfants seront satisfaits et que les problèmes auxquels ils sont confrontés et qui nécessitent le déplacement de l'un de vos agents, trouveront des solutions plus rapidement », a déclaré la diplomate onusienne.

Micaela Marques De Sousa a, par ailleurs, salué l'engagement des agents sociaux qui avec très peu de moyens réalisent des résultats tangibles pour la population en général, et les enfants en particulier.

R.M.

CORONAVIRUS

Le point sur la pandémie dans le monde

Entre craintes d'une troisième vague, campagnes de vaccination et recherches cliniques, retrouvez les faits marquants de cette fin de semaine.

Plus de 2,6 millions de morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.630.768 morts dans le monde depuis fin décembre 2019, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles vendredi à 11H00 GMT.

Les États-Unis sont le pays comptant le plus de morts avec 530.821 décès, suivis par le Brésil (272.889), le Mexique (193.142), l'Inde (158.306), et le Royaume-Uni (125.168).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, suivi par la Belgique, la Slovaquie et le Royaume-Uni.

Ces chiffres, qui reposent sur les bilans quotidiens des autorités sanitaires sans inclure les réévaluations fondées sur des bases statistiques, sont globalement sous-évalués.

Covid-19: le Kenya prolonge son couvre-feu sur fond de troisième vague

Le président kényan Uhuru Kenyatta a annoncé vendredi le prolongement pour 60 jours du couvre-feu nocturne en vigueur depuis près d'un an dans ce pays d'Afrique de l'Est, confronté à une troisième vague d'infections au Covid-19.

Les craintes concernant une hausse des cas et des hospitalisations ont grandi ces derniers jours au Kenya, où Raila Odinga, 76 ans, vétéran de l'opposition devenu un proche allié du président, a été hospitalisé mardi après avoir été testé positif au Covid-19.

«Le couvre-feu (de 22H00 à 04H00) est étendu pour 60 jours supplémentaires. A ce titre, tous les bars, restaurants et autres établissements ouverts au public devront fermer avant 21H00», a déclaré M. Kenyatta dans un discours prononcé un an jour pour jour après la détection du premier cas

de Covid-19 dans le pays.

L'Italie reconfinée à partir de lundi

Confrontée à une troisième vague épidémique, l'Italie va reconfiner une grande partie du pays à partir de lundi, afin d'endiguer une nouvelle flambée épidémique qui menace de saturer les hôpitaux.

«Plus d'un an après le début de la crise sanitaire, nous nous retrouvons malheureusement face à une nouvelle vague de contagions», a déploré le Premier ministre Mario Draghi dont le gouvernement a adopté vendredi plusieurs mesures de restriction qui courront du 15 mars au 6 avril : fermetures des écoles, bars et restaurants et déplacements limités. Et toute la péninsule sera classée en «rouge» (plus de 250 cas par semaines) pour le week-end de Pâques, les 3, 4 et 5 avril.

Côte d'Ivoire, 10.000 personnes vaccinées en deux semaines

La Côte d'Ivoire a vacciné, dans le cadre du système Covax, plus de dix mille personnes contre le Covid-19 en deux semaines, a annoncé vendredi le ministre ivoirien de la Santé Aka Aouélé, déplorant des «craintes» dans la population.

Le pays a réceptionné, fin février, 504.000 doses de vaccin AstraZeneca/Oxford, les premières à arriver en Afrique de l'Ouest, financées par le dispositif Covax destiné en particulier aux pays défavorisés.

Essais cliniques chez Sanofi et Novax

Le groupe pharmaceutique français Sanofi a annoncé vendredi le lancement des premiers essais sur l'homme, en partenariat avec la biotech américaine Translate Bio, de son second projet de vaccin contre le Covid-19, le premier étant lui toujours en phase de tests après avoir pris du retard.

L'entreprise américaine Novavax a confirmé que son vaccin était efficace à 89%

contre le Covid-19, mais beaucoup moins contre le variant sud-africain.

Une étude a par ailleurs révélé qu'une personne guérie du Covid-19 et recevant ensuite une première dose du vaccin de Pfizer ou de Moderna est autant, voire mieux, protégée que quelqu'un qui n'a jamais attrapé la maladie mais a reçu les deux doses de vaccin.

AstraZeneca: l'OMS veut rassurer

Comme l'Agence européenne des médicaments (AEM) avant elle, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé vendredi qu'il «n'y a pas de raison de ne pas utiliser» le vaccin anti-Covid d'AstraZeneca, après la suspension de son utilisation, par mesure de précaution, dans plusieurs pays européens en raison de craintes liées à la formation de caillots sanguins.

La Bulgarie avait juste auparavant annoncé la suspension des injections de ce vaccin, dans la foulée du Danemark, de l'Islande et de la Norvège.

L'Italie, l'Autriche, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et le Luxembourg ont interdit l'utilisation d'un lot spécifique de vaccins, et la Thaïlande a retardé le lancement de sa campagne de vaccination qui devait débiter vendredi.

UE : accusations de «contrats secrets» avec les laboratoires

Le chancelier autrichien a accusé vendredi certains Etats membres de l'Union européenne, sans les nommer, d'avoir conclu en coulisses «des contrats» avec des laboratoires pharmaceutiques, fustigeant une répartition inégale des vaccins anti-Covid entre pays.

Sebastian Kurz dit avoir partagé des informations avec les dirigeants belge, grec, polonais, slovène et tchèque.

Camille Delourme avec AFP

FINANCE AFRICAINE

Les défis pour 2021

Comme la plupart des secteurs économiques dans le monde, le secteur financier africain a été fragilisé en 2020. Dynamique depuis plus d'une décennie, avec une croissance des revenus bancaires autour de 11% par an, depuis la pandémie du coronavirus cette industrie est devenue le premier soutien des entreprises publiques et des PME.

Selon l'agence de notation Moody's, le volume des créances douteuses détenues par les banques en Afrique atteindra cette année le double de son niveau de 2019. Malgré tout, le secteur bancaire restera solide, quoique l'onde de choc ne s'est pas encore fait sentir. L'industrie bancaire ayant fait montre de résilience, grâce à la base de ses capitaux propres et à son niveau de liquidités, et le niveau de rentabilité au-dessus de la moyenne mondiale. Ceci a été possible grâce à la proactivité des gouvernements et des banques centrales.

Les priorités du secteur financier africain

Pour l'année 2021, le secteur financier africain aura trois à cinq priorités majeures pour relever les défis du futur : Accélérer la convergence entre ses différents acteurs pour renforcer l'inclusion financière; l'innovation des opérateurs de mobile money africains et des fintech font partie des facteurs clés de succès; les autorités de régulation devraient continuer à favoriser l'innovation, tout en évitant ses excès; jouer un rôle structurant dans l'essor de la Zone de libre-échange continentale africaine à travers le dialogue public/privé; être le fer de lance du continent ; transformer, réinventer le secteur financier en le rendant par exemple plus digital, tout en recourant à l'intelligence artificielle.

Ces innovations visent à rendre le secteur financier africain décentralisé et déconcentré. Cette révolution est déjà en marche. Selon une étude conjointe du cabinet Deloitte et African CEO Forum, environ 70% des institutions financières du continent ont constaté que le lancement ou l'accélération de la digitalisation de leur activité est devenu «la» priorité stratégique depuis la pandémie. Des échanges autour des questions liées à la convergence, à la digitalisation, à l'intégration et aux révolutions technologiques, seront au centre des discussions au cours du premier Africa Financial Industry Summit, pour relever les défis actuels.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE

La famille et les enfants Mayola ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Pierre Mayola, survenu à Brazzaville, le 4 mars 2021 à l'âge de 111 ans. La veillée mortuaire se tient au n° 20 de la rue NKombo-Mankou à Massina Pk-Mfilou (3^e ruelle derrière le PSP Massina). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Messieurs Florent Sogni Zaou, Germain Tchibinda et Poll Carel Zaou ont la douleur d'annoncer à tous les parents, amis et connaissances, le décès de leur frère aîné, père et oncle, M. André Zaou Moutou, le 9 mars 2021. La veillée se tient au domicile de M. Poll Carel Zaou au quartier Makayabou derrière la ferme de Loandjili. L'enterrement aura lieu le mardi 16 mars 2021 à Madingo-kayes.



Les enfants Kourou, Mebiema, Mombongo et Itoni informent parents, amis et connaissances du décès de leur mère Henriette Nsoko, survenu le dimanche 7 mars 2021. Le deuil a lieu au 53 rue konda (Miadeka Ouenzé) à Brazzaville. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



La famille Yoca et Ndeke ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès tragique de leur fille, nièce, mère, petite-fille Yoca Ndeke Rida survenu le 4 mars 2021 suite à un accident. La veillée mortuaire se tient à la rue Kouyous, arrêt de bus Batéké en diagonale de l'hôtel Africa. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



ONU-DIASPORA

Agnès Ounounou intègre le Panel consultatif sur les femmes en Afrique centrale

Le Panel consultatif sur les femmes et les services financiers numériques en Afrique centrale vient d'être constitué. Parmi la quarantaine de membres figure la Congolaise Agnès Ounounou, présidente de la Diaspora Congo-Brazzaville.

Débuts prometteurs pour cette institution, notent les initiateurs dont l'information tournait en boucle sur les réseaux sociaux. Par communiqué de presse, son officialisation a été faite le 10 mars.

Le nouveau Panel consultatif réunit près de 40 femmes et hommes des six pays de la zone économique CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Ses membres partageront et relayeront auprès des décideurs publics les attentes, préoccupations et recommandations en matière d'inclusion financière des femmes, selon la définition de la mission du Panel consultatif sur les femmes et les services financiers numériques, initiée par le Fonds d'équipement des Nations-unies (UNCDF), qui débute ses travaux ce 11 mars 2021, en marge de la Journée internationale des droits des femmes.

Construit sur la base d'un dialogue direct et régulier entre des représentants de la société civile et l'UNCDF, le Panel consultatif rassemble une quarantaine d'actrices et acteurs de changement possédant expertise, expérience et réputation avérées dans le do-

main de l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes, dans les 6 pays de la zone CEMAC : Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Tchad, Guinée Équatoriale et Gabon.

Créé dans le cadre de l'Accélérateur de politiques de l'UNCDF, le Panel veillera à amplifier la voix des consommatrices dans les processus d'élaboration des politiques publiques et réglementations liées aux services financiers numériques. Dans le cadre de ses priorités initiales, il se réunira chaque mois afin d'alimenter les processus de consultation et proposera des mesures propres à assurer des services financiers numériques plus inclusifs et responsables, alors que, dû aux conséquences de la pandémie, le nombre de personnes vulnérables ne cesse d'augmenter dans la région.

Faire entendre les points de vue des femmes dans leur diversité, clé de voûte de cette nouvelle initiative, est essentiel pour permettre un débat et une création à valeur ajoutée. Le cadre actuel de réglementation des services financiers numériques gagnerait à prendre en compte cette diversité de perspectives, ainsi que les



Agnès Ounounou intègre le Panel Consultatif sur les femmes et les services financiers numériques en Afrique Centrale

besoins spécifiques des consommatrices aux quatre coins de la zone CEMAC. Dans les prises de décision, il est non seulement crucial d'augmenter le nombre de voix féminines, mais surtout de s'assurer que ces voix comptent.

A en croire les réactions d'Agnès Ounounou, du Mouvement mondial des femmes leaders panafricaines, cette date est devenue mémorable pour elle dès l'an-

nonce de sa nomination le 1er mars dernier. Elle a confié que c'était le début d'une ère nouvelle en tant que membre du Panel consultatif de l'UNCDF, Fonds d'équipement des Nations unies FENU / UNCDF contribuant à l'accomplissement des Objectifs de développement durable (ODD).

De par son nouveau statut, elle compte participer activement aux questions et priorités clés en

matière d'inclusion financière et d'autonomisation économique des femmes dans la zone CEMAC, tout en mesurant pleinement son rôle et les obligations qui lui incombent. « C'est un honneur pour moi de pouvoir prendre part aux décisions stratégiques en faveur du développement économique de l'Afrique centrale, et plus particulièrement cette année concernant les services financiers numériques », a-t-elle confié, en affichant non seulement son optimisme, mais également sa détermination. « Car, explique-t-elle, il est grand temps que l'Afrique centrale rattrape son retard dans les domaines économiques et technologiques », remerciant au passage tous ceux qui ont cru en elle et l'ont soutenue.

La Congolaise est une entrepreneuse sociale dans le développement des services de proximité, du développement durable et en e-commerce. Le 5 février dernier, elle a participé à Paris à la conférence-débat organisée par le Conseil pour l'Afrique pour présenter le dispositif innovant mis en place par divers opérateurs pour faciliter l'entrepreneuriat de la diaspora.

Marie Alfred Ngoma

DOCUMENTAIRE

« Héritage » plaide pour l'avenir de la jeunesse congolaise

Projeté en avant-première le 12 mars à Canal Olympia, « Héritage » est un film documentaire qui a donné la parole aux jeunes congolais de différents secteurs et départements du pays pour s'exprimer sur leurs ressentis et leurs attentes en matière d'emploi et d'entrepreneuriat.

Ne dit-on pas que la jeunesse, c'est l'espoir de demain, ou plutôt l'héritage d'une nation ! C'est ce qu'affirme bel et bien le documentaire « Héritage », réalisé par Claver Lembouka, sous l'idée originale de Michrist Kaba Mboko, fondateur de l'Observatoire 242, une plateforme dédiée à la jeunesse congolaise.

A l'image d'un ambassadeur de la jeunesse, Michrist a sillonné Pointe-Noire, en passant par Dolisie, Brazzaville, Kinkala, Oyo, Owando, jusqu'à Makoua pour recueillir les témoignages de quelques jeunes ainsi que des aînés, à propos des opportunités socio-professionnelles à saisir au Congo. Ainsi, historien, cadres de banque et du secteur pétrolier, cinéaste, styliste, photographe, promoteur du secteur touristique, agriculteur, pâtissier et même sage du village, se sont tour à tour livrés à cœur ouvert.

En 40 min et à la manière d'une caméra baladeuse, ce film dévoile de manière édifiante et captivante la façon dont la jeunesse congolaise a jugé bon de prendre à bras-le-corps le combat de sa destinée.



Pr. Théophile OBENGA

Ceci, en dépit de quelques difficultés pouvant se dresser sur son chemin. A travers ce documentaire, le public découvre des preuves visuelles d'une jeunesse battante ; celle qui n'attend pas tous des pouvoirs publics mais qui, avec des moyens du bord et beaucoup de détermination, arrive à faire bouger les lignes.

« Les voyages modifient notre façon de voir ; qui à son tour

modifie notre manière de faire. Durant ce périple, j'ai été fasciné de découvrir une jeunesse congolaise qui surprend, tant elle séduit par son imagination, son énergie, sa passion débordante, son enthousiasme, son talent et ses rêves. Ce qui me dérange parfois chez elle, c'est sa proportion à se lamenter des difficultés, ainsi que son appétence à chercher des boucs

émissaires en tout et pour tout », commente Michrist Kaba Mboko dans ce film.

De ce fait, si le pessimisme sur l'avenir demeure fondé pour une partie de la jeunesse, « Héritage » est plutôt une invite à comprendre que « nous tenons chacun dans sa main, le potentiel de l'échec ou de la réussite. Toutes les mains sont habiles. Mais, il faut les employer de la bonne façon

pour récolter les récompenses que nous pouvons atteindre ». Appréciant l'œuvre dévoilée au public, l'actrice et réalisatrice, Liesbeth Mabilia, estime que le fonds de ce film est très riche car il parle de la jeunesse et montre les défis auxquels elle est confrontée au quotidien dans le secteur de l'emploi. Outre l'aspect propagandiste qu'elle met d'ailleurs à l'écart, Liesbeth a félicité toute l'équipe pour le travail abattu. « Sur la forme, j'aurai bien aimé qu'un réalisateur professionnel concrétise ce film car il y a plusieurs aspects à revoir pour le rendre encore plus beau », a-t-elle fait savoir. « Je félicite l'observatoire 242 qui à travers ce film nous fait voir qu'il y a beaucoup de talent, de génie, de savoir-faire dans notre belle jeunesse. Etre jeune n'est pas un handicap. Bien au contraire, c'est une fenêtre d'opportunités », a déclaré Vadim Osdet Mvumba, premier secrétaire de la Force montante congolaise.

Merveille Atipo et Gloria Imelda Lossele

FOOTBALL AFRICAIN

Patrice Motsepe élu président de la CAF

Le milliardaire Sud-Africain, Patrice Motsepe, a été élu par proclamation président de la Confédération africaine de football (CAF), le 12 mars à Rabat, pour la période 2021-2025. Il remplace à ce poste le Malgache Ahmad Ahmad suspendu pour deux ans de toute activité liée au foot.



Le nouveau patron du football africain

Le patron du club Mamelodi Sundowns a été plébiscité au terme de la 43e assemblée générale élective (AGE) de la CAF. Patrice Motsepe est devenu le septième président élu de la plus haute instance du football africain, le premier Sud-Africain puis premier anglophone à occuper ce poste prestigieux sur le continent.

C'est aux côtés de Gianni Infantino, patron de la Fédération internationale de football association (Fifa), qu'un Patrice Motsepe très détendu et très attendu est arrivé à cette AGE. Une Fifa qui a œuvré pour qu'il soit le seul candidat en lice avec les désistements de l'Ivoirien

Jacques Anouma, du Sénégalais Augustin Senghor et du Mauritanien Ahmed Yahya et dont Motsepe va devenir le vice-président de facto.

« C'est vraiment un très grand honneur et un privilège incroyable pour moi. Je voudrais remercier mon frère Gianni pour sa vision et ses encouragements pour que nous travaillions dans l'unité et c'est uniquement ainsi que nous pourrions relever les défis posés à l'Afrique. Nous ne pouvons réussir qu'en étant unis », a réagi Patrice Motsepe.

A 59 ans, celui qui figure parmi les

hommes les plus riches du continent va devoir redresser un organisme malade. Fouzi Lekjaa, président de la Fédération marocaine et de la Commission des finances de la CAF, a, en effet, invité ses hôtes à redresser la barre rapidement, après quatre années pénibles. « La CAF s'installe dans un déficit annuel autour de 10 millions de dollars. Elle est en train de bouffer ses capitaux, ses fonds propres. Le défi majeur de la nouvelle équipe est d'inverser la courbe, ce qui permettrait à la CAF de jouer son rôle en développant le football », a-t-il lâché peu avant l'élection de Patrice Motsepe.

Plusieurs sources s'accordent du fait que pour relancer l'institution créée en 1957 et basée au Caire, en Egypte, Patrice Motsepe pourra s'appuyer sur cinq vice-présidents, contre trois sous Ahmad. Une augmentation pour assurer une « meilleure représentativité des différentes composantes de la CAF », selon le secrétaire général de cette structure Abdelmounaïm Bah.

Outre l'élection du président, la CAF a également désigné les membres de son comité exécutif et ses représentants au conseil de la Fifa.

Rude Ngoma

JUDO CONGOLAIS

L'assemblée générale élective du 17 février annulée

Dans une note adressée au secrétaire général de la Fédération internationale de judo (Fij), le ministre des Sports et de l'Education physique, Hugues Nguélon-délé, estime que l'assemblée générale élective de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fecojuda), tenue le 17 février par le président sortant « ne saurait être validée par le ministère des Sports et de l'Education physique pour non-respect des procédures et textes en rigueur », déclare le document. Cette note fait suite, en effet, à une lettre du secrétaire de la Fij, Jean Luc Rouge, qui avait validé cette élection. Le ministre justifie sa décision par le fait que ladite assemblée n'a pas du tout respecté les orientations de l'Etat, la charte des bonnes relations ainsi que la circulaire n°0455/MSEP-CAB/DGS-DAS du 04 juin 2020.

Dans le même esprit, le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) déplore également dans une note datée du 5 mars plusieurs incohérences observées lors de l'assemblée du 17 février. « En effet, non seulement que ladite assemblée a été convoquée par une personne juridiquement non habilitée à le faire eu égard à sa qualité de partie au litige, mais qu'elle s'est de surcroît tenue sans la présence ni du représentant du Cnosc et ni du ministère ».

R.Ng.

SNS

SOCIÉTÉ NINA SERVICES

SARL UNIPERSONNELLE AU CAPITAL DE 5.000.000 FRANCS CFA
SIEGE SOCIAL: BRAZZAVILLE 52, RUE LOKO MAFUTA DIATA
ARRONDISSEMENT 1-MAKELEKELE.
REPUBLIQUE DU CONGO

NINA SERVICE DE PART SON NUMERO
D'IMMATRICULATION AU RCCM EN DATE DU
13/11/2020 EST UNE SOCIÉTÉ QUI ŒUVRE DANS
PLUSIEURS SECTEURS D'ACTIVITÉ A SAVOIR
L'IMPORT- EXPORT, BATIMENT, TRAVAUX
PUBLICS, AUTO-ÉCOLE, COMMERCE DE GROS
ET ACTIVITÉ INTERMÉDIAIRE DU COMMERCE DE
GROS: PRODUITS AGRICOLE BRUTS, D'ANIMAUX
VIVANTS, PRODUITS ALIMENTAIRES,
MACHINES, ÉQUIPEMENTS ET FOURNITURE
INDUSTRIELS, VENTE DE PRODUITS
COSMÉTIQUES, CONSOMABLE
INFORMATIQUES, VENTE DES VÉHICULES,
LOCATION DE VÉHICULES, LAVAGE
AUTOMOBILE, RESTAURATION, HOTEL, SNACK-
BAR, RESTAURANT, NIGHT CLUB, BOULANGERIE
PATISSERIE

Société SNS Siège social : 52, Rue Locko Mafouta Diata Brazzaville République du Congo
Email : ninaservices@gmail.com Tél. : +242 06 477 20 61/05 780 58 43
société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) unipersonnelle
Au capital de : 5.000.000 XAF (FIXE) RCCM N° CG/BZV/01-2020-B13-00276
NUI : M2100000193755Q

Etude de Maître Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE Notaire à Pointe-Noire

Avenue Charles de Gaulle, immeuble ex air Afrique face hôtel Elaïs, Tél :
06664.85.64/04432.52.12.

B.P. : 4821, E-mail : yabbatchristian@yahoo.fr, Pointe-Noire - République du Congo.

« MICROPLUS - ICT »

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1.000.000 de Francs CFA

Siège social : Quartier M'Voumvou, vers la pharmacie de Pointe-Noire
Pointe-Noire - République du Congo.

Suivant procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive, en date du 09 janvier 2020, par-devant Maître G. Christian YABBAT-LIBENGUE, Notaire titulaire d'un office notarial, à Pointe-Noire, sis Avenue Charles de Gaulle, immeuble ex Air Afrique face hôtel Elaïs, République du Congo, les associés de la société « MICROPLUS - ICT » ont décidé de la constitution d'une société en République du Congo, ayant pour :

Dénomination sociale : « MICROPLUS - ICT » ;

Forme juridique : Société à responsabilité limitée ;

Siège social des activités : Pointe-Noire, Quartier M'Voumvou, vers la pharmacie de Pointe-Noire, République du Congo ;

Activités de la succursale : Prestation de services, informatiques, et mise à disposition du personnel ;

Gérants :

-Monsieur NONGO German Marley ;

Dépôt légal : Au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire le 03 Février 2020, et inscription au Registre du Commerce et Crédit Mobilier, sous le numéro CG-PNR-01-2020-B12-00025.

Fait à Pointe-Noire, le 15 Février 2021.

Pour avis.s

-Maître G. Christian YABBAT-LIBENGUE -

AVIS DE RECHERCHE

Résidence Colombe (Hôtel), recherche une réceptionniste.

Salaire mensuel de base : 75.000frs

Prime de caisse : 15.000frs

Prime de panier : 25.000frs

Expérience souhaitée.

Contrat à durée déterminée (6mois)

Contact : 05 556 15 17/06 626 52 79.

La Poudrière Mougali

CAN CAMEROUN 2022

Meschak Elia décline sa convocation chez les Léopards

Convoqué pour disputer les deux dernières journées des éliminatoires de la CAN, l'ailier international congolais Meschak Elia de Young Boys de Berne en Suisse ne viendra pas.

Le sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo, Christian Nsengi Biembe, a rendu, le 10 mars, une liste de quarante joueurs retenus, parmi lesquels neuf réservistes, pour les deux dernières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2022. Parmi plusieurs absences, on note celle de Meschak Elia Lina qui est assez particulière.

Contrairement à des cadres comme Bakambu, Kebano, Bolasia ou encore Kakuta, Akolo, Moutousamy, Yoane Wissa, etc. qui figurent déjà sur la liste de Christian Nsengi, le joueur de Young Boys de Berne en Suisse fait partie des trente et un joueurs retenus. Mais il ne pourra pas venir. Dans un post sur ses réseaux sociaux, il explique aux supporters les raisons de son absence. « A tous mes fans et amoureux du football, je tiens à faire une mise au point sur ma situation pour éviter les rumeurs ou les fausses déclarations sur ma situation avec l'équipe nationale. Je suis congolais et j'ai toujours servi et mouillé le maillot pour ma patrie », a d'emblée souligné l'ancien



Meschak Elia sera absent du rassemblement des Léopards

de l'ancien joueur du Tout Puissant Mazembe. Et il a expliqué : « Comme vous le savez, je suis en conflit financier avec mon ancien club le TP Mazembe et la Fécofa (fédération congolaise de football association -Ndlr-) qui m'a banni à tort pendant un an de toute compétition nationale ou internationale. A ce jour, mon cas n'est toujours pas tranché et j'attends une décision du TAS (Tribunal arbitral du sport -ndlr-), afin d'en terminer avec ce long chemin de croix. J'ai été victime de plein de fausses rumeurs, j'ai enduré pendant

de longs mois une situation que je ne méritais pas. Aujourd'hui, mon club, Young Boys, qui m'a toujours soutenu, et moi-même, attendons la décision du TAS. Tant que mon cas ne sera pas tranché, je ne peux répondre aux convocations de mon équipe nationale ».

Meschak Elia a exprimé ses regrets de ne pas être là pour servir le pays, mais continue d'apporter son soutien à la sélection. « C'est donc le cœur meurtri que je me dois de décliner ma sélection pour les deux prochains matches avec les Léopards. Je souhaite de toutes mes forces à tous mes coéquipiers, au staff et à tous les Congolais cette qualification pour la prochaine CAN », a-t-il conclu. Les Léopards sont donc privés d'un joueur qui affiche une forme éblouissante avec Young Boys de Berne, adversaire ce 11 mars d'Ajax d'Amsterdam (Pays-Bas) en huitièmes de finale de l'Europa League, après avoir éliminé au tour précédent Bayer Leverkusen d'Allemagne. Et Meschak Elia avait été décisif au cours de cette rencontre.

Martin Engyimo

LINAFOOT/LIGUE 1

Mazembe étourdit Racing Club de Kinshasa à Lubumbashi

Le Tout-Puissant Mazembe poursuit sa lancée des victoires à la 26e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) pour effacer moralement la défaite surprise à domicile en quatrième journée de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique face à Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud.

Après la victoire de deux buts à zéro face à l'AS Simba Kolwezi, le club de Lubumbashi a passé un savon, le jeudi 11 mars, au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, au Racing Club de Kinshasa (RCK), par un score sans appel de six buts à zéro. C'était pour le compte de la 18e journée. L'entraîneur adjoint Isaac Kasongo Ngandu a titularisé le gardien de but Ibrahim Mounkoro, et dans le champ Godet Masengo, Benson Ochaya, Arsène Zola, Kabaso Chongo, Fernando Bongnyang, Christian Koffi Kouamé, Philippe Kinzumbi, Rainford Kalaba, Adam Bossu Nzali et Joël Beya. Le gardien de but Aimé Bakula, Issama Mpeko, Tandé Mwape, Cédric Zemba, Trésor Mputu, Jean Baleke, Gondry Sudi, Etienne Rabbi Mayombo et Ntambwe Kalonji ont débuté sur le banc.

On note que le staff technique a fait le turn-over, un onze de départ foncièrement remanié par rapport à celui contre Simba où le métronome Mputu (35 ans) était titulaire. Le nouveau coach de RCK, Coco Zico Kiadivila N'Kolay a fait confiance au gardien de but Kindoki NKinzi, et dans le champ à Keva Mbemba, Chembo Kabamba,

Mbemba Mavana, Lutandila Prote, l'expérimenté Lino Masombo, Sasa Nimy, Lutumba Makanza, Kintombo Nzinga, Mabilia Kinkela et Kiala Keva. Sur le banc des remplaçants, il y a eu le portier Landu Makiese, Kumwangisa Ndibu, Mavungu Lubongo, Kanku Madiata, Ntambidila Owane, Ngaba Makuba et Kasongo Kikas.

Le défenseur ougandais Benson Ochaya a ouvert la marque à la 17e minute sur une somptueuse frappe de 35 m. La première période s'est achevée avec cet avantage d'un but à zéro au tableau d'affichage pour les locaux de Mazembe.

Mputu, métronome

Trésor Mputu, rappelé par le sélectionneur Nsengi Biembe chez les Léopards pour les deux dernières journées des éliminatoires de la CAN 2022, a remplacé Adam Bossu Nzali à la mi-temps. C'est lui qui a délivré la passe décisive au Zambien Rainford Kalaba pour le deuxième but à la 47e minute. C'est encore lui qui a trouvé Philippe Kinzumbi pour le troisième but des Corbeaux à la 51e minute. A la 65e minute, Joël Beya a inscrit de la tête le quatrième but des protégés de Moïse Katum-

bi, reprenant une frappe de Benson Ochaya renvoyée par la barre transversale du gardien de but Kindoki de RCK.

Isaac Kasongo Ngandu a effectué trois changements à la 67e minute, avec les entrées de Jean Baleke, Gondry Sudi et Cédric Martial Zemba, respectivement à la place de Joël Beya, Philippe Kinzumbi et l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé. À la 76e minute, Jean Baleke a coupé de la tête la trajectoire d'un centre de Benson Ochaya pour le cinquième but de Mazembe, le premier du transfuge de la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK) sous les couleurs de son nouveau club.

Et enfin, Jean Baleke va marquer son deuxième but avec Mazembe, le sixième de la partie à la 90+1e minute, sur une balle en profondeur du métronome Trésor Mputu, qui semble inusable et plus que jamais compétitif et expérimenté à 35 ans. Le « Trésor » de la RDC a illuminé de son talent cette deuxième période avec trois magnifiques assists. Mazembe conforte sa première position au classement avec désormais 42 points en 18 rencontres. RCK reste 12e avec 17 points glanés.

M.E.

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Handicap Zéro plaide pour la suppression du ministère chargé des PVH

L'ONG, qui propose la fusion du ministère actuel chargé des personnes vivant avec handicap (PVH) avec un autre du même aspect humanitaire, pense que cette dénomination est une autre forme de discrimination à laquelle cette catégorie de personnes est soumise.

Dans un plaidoyer lancé à la veille de la formation du gouvernement Sama Lukonde, l'ONG Handicap Zéro a conseillé la suppression du ministère des personnes handicapées. « Nous ne voulons pas de ce ministère chargé des personnes handicapées, car cette dénomination est pour nous une autre forme de discrimination », a fait savoir cette ONG dirigée par Gino Rehema, qui milite pour la promotion et la protection des droits des personnes handicapées au travers de l'information et l'éducation. Pour Handicap Zéro, en effet, « la dénomination même du ministère délégué chargé des Personnes vivant avec handicap renferme une sémantique discriminatoire et restreint à la fois la portée de l'action de ce ministère, a priori, transversal ».

Les uns applaudissent, les autres interpellent

Pendant que certaines personnes avaient applaudi cette innovation introduite par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, en créant ce ministère spécifique, Handicap Zéro, qui salue la ferme volonté du chef de l'Etat de remédier à la marginalisation des personnes en situation de handicap, trouve quand même à redire. Cette organisation fait savoir que les personnes handicapées ne sont pas là pour gérer uniquement le ministère chargé des personnes handicapées. « Elles peuvent aussi s'occuper d'autres ministères en fonction de leurs compétences et formations », a indiqué la présidente de cette ONG.

Interpellant le Premier ministre, Handicap Zéro, qui s'appuie sur les articles 12 et 49 de la Constitution, indique que « tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois ». Et de noter que les personnes handicapées étant également des Congolais à part entière, elles doivent, conformément à l'alinéa 2 de l'article 49 de la loi fondamentale, faire partie du gouvernement national ainsi que dans toutes les institutions nationales, provinciales que locales. « C'est, d'ailleurs, la meilleure façon de promouvoir et de faire participer cette catégorie de personnes à la gestion de la chose publique et éliminer toutes formes de discrimination dont elles sont victimes », a souligné Gino Rehema dans son intervention du 12 mars 2021 sur les ondes de Top Congo FM. Handicap Zéro dit donc attendre la fusion du ministère actuel chargé des PVH avec un autre du même aspect humanitaire. Cela, pour éviter les conflits d'attribution. L'ONG attend également voir assurée la participation effective des PVH dans les institutions à tous les niveaux.

Lucien Dianzenza

COVID-19

La RDC suspend l'utilisation du vaccin astrazeneca

A l'instar d'autres pays européens, la RDC vient de décider de surseoir l'utilisation du vaccin suédo-britannique astrazeneca, qui est à la base des effets indésirables majeurs, notamment la formulation des caillots sanguins sur des personnes vaccinées.

Avec cette importante décision, la campagne de vaccination contre la covid-19, qui devrait être lancée le 15 mars aux cliniques universitaires de Kinshasa, vient d'être reportée sine die.

Selon les informations glanées auprès du ministère de la Santé et relayées par plusieurs médias en ligne, les autorités avancent comme argument qu'elles attendent toutes les conclusions sur le lot de ce vaccin que le pays avait reçu en date du 2 mars. Entre-temps, les équipes techniques ne croisent pas les bras. Elles réfléchissent déjà sur d'autres choix du vaccin.

Selon les dernières nouvelles, la Bulgarie vient aussi d'emboîter le pas aux autres pays européens comme le Danemark, la Norvège et l'Islande qui ont suspendu l'utilisation du vaccin Astrazeneca. Par contre, la France continue à utiliser ce vaccin contesté. Pour sa part, l'OMS ne juge pas nécessaire la suspension dudit vaccin. Elle confirme qu'il reste efficace.

Notons que la RDC qui compte lancer cette campagne de vaccination avait ciblé trois catégories de personnes éligibles. Il s'agit du personnel de santé; des personnes âgées de plus de 55 ans et les personnes avec comorbidité, notamment la maladie rénale chronique, l'hypertension, le diabète.

Blandine Lusimana

VIE DES PARTIS

Matata Ponyo prend ses distances vis-à-vis du PPRD et du FCC

L'ex-Premier ministre et promoteur de l'université Mapon, qui motive sa décision par « des raisons de convenance personnelle », remercie, par ailleurs, Joseph Kabila pour lui avoir permis d'œuvrer au sein du PPRD et d'occuper des fonctions de ministre des Finances et de Premier ministre.

Le camp de l'ex-chef de l'Etat, Joseph Kabila, continue à enregistrer des départs. Le dernier en date est celui de l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo, qui venait d'annoncer, le 12 mars, qu'il tournait, pour des raisons de convenance personnelle, le dos au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), du même coup, au Front commun pour le Congo (FCC) dont le sénateur à vie Joseph Kabila est l'autorité morale. « Pour des raisons de convenance personnelle, j'ai déposé ma démission au PPRD et FCC. Je remercie son excellence M. le président honoraire Joseph Kabila Kabange pour m'avoir permis d'œuvrer pendant près de douze ans au sein du PPRD et d'occuper des fonctions de ministre des Finances et de Premier ministre... », pouvait-on lire dans son tweet dont le contenu est relayé par des milliers d'internautes. L'ancien Premier ministre



Matata Ponyo

et promoteur de l'université Mapon n'a pas, par contre, précisé « sa destination », moins

encore son « affectation », comme l'ont fait certains de ses compagnons du FCC et

du PPRD, qui ont traversé le rubicon pour rejoindre l'Union sacrée de la nation autour de

l'actuel président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi. Toutefois, un de ses proches aurait lâché que Matata Ponyo, malgré sa démission de son parti et de la plate-forme dirigée par Joseph Kabila, reste toujours aux côtés de l'ex-chef de l'Etat. « Quitter le PPRD ne veut pas dire quitter Joseph Kabila », aurait-il dit.

On note qu'Augustin Matata Ponyo dit Mapon, qui s'expliquait sur le projet Bukangalongo, au cours d'une conférence de presse tenue récemment à l'hôtel Memling, à Kinshasa, avait dénoncé le complot monté contre lui par ses camarades du PPRD ou du FCC pour nuire à sa réputation. Certains observateurs pensent donc que c'est ce malaise qui l'a poussé à prendre ses distances vis-à-vis de cette formation politique et de la plate-forme. Toutefois, les jours à venir apporteront plus d'éclairage à cette affaire qui ne fait que commencer.

Lucien Dianzenza

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Le juge Antoine Kesia-Mbe Mindua élu deuxième vice-président

Le 11 mars, les juges de la Cour pénale internationale (CPI), réunis en séance plénière, ont élu la nouvelle présidence de la CPI, composée du juge Piotr Hofmaski, nouveau président de la CPI pour un mandat de trois ans avec effet immédiat, de la juge Luz del Carmen Ibáñez Carranza, élue première vice-présidente et du juge Antoine Kesia-Mbe Mindua, élu deuxième vice-président. En raison des restrictions de covid-19, l'élection a eu lieu à distance.

La présidence de la CPI, explique l'institution, est composée du président et des deux vice-présidents. Elle joue un rôle-clé en assurant le leadership stratégique de la CPI dans son ensemble. La présidence se coordonne avec les autres organes et sollicite l'accord du procureur sur des questions d'intérêt commun. Conformément au Statut de Rome, le traité directeur de la CPI, la présidence est responsable de la bonne administration de la Cour, à l'exception du bureau du procureur. La présidence supervise les activités du greffe et apporte sa contribution à un large éventail de politiques administratives affectant le fonctionnement général de la Cour. En outre, la présidence procède au contrôle juridictionnel de certaines décisions du greffier et conclut des accords de coopération à l'échelle de la Cour avec les États et les organisations internationales.

Juge international

Ressortissant de la République démocratique du Congo, le juge Antoine Kesia-Mbe Mindua a été élu juge à la CPI le 10 mars. Il est membre de la CPI depuis le 11 mars 2015 avec un mandat qui court jusqu'au 11 mars 2024. Il est affecté à la Chambre préliminaire II, Chambre de première instance VIII,



Chambre de première instance X. Il a été président de la division préliminaire du 10 avril 2018 au 10 avril 2019. Le juge Antoine Kesia-Mbe Mindua (1956) a étudié le droit et les sciences politiques à Kinshasa (République démocratique du Congo), à Nancy et Strasbourg (France) et à Genève (Suisse).

Après avoir obtenu son doctorat en droit International à l'Université de Genève en 1995, il a successivement travaillé comme Juriste et chef de l'Unité des procédures judiciaires au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (Tanzanie) de 1996 à 2001 et comme juge de première instance au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye (Pays-Bas) depuis 2006 jusqu'à ce jour sans interruption.

Représentant de la RDC auprès d'institutions internationales

Le Juge Mindua a également été ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la RDC auprès de la Suisse et représentant permanent auprès des Nations unies à Genève de 2001 à 2006. Durant son mandat à Genève, le juge Mindua a exercé plusieurs fonctions multilatérales. Il a notamment été vice-président du comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, président du Groupe des 77 et la Chine, et coordinateur du Groupe des 21 à la Conférence des Nations unies sur le désarmement. Le Juge Mindua est également professeur d'université à Kinshasa et Genève. Il enseigne le droit international public ainsi le droit international pénal.

Patrick Ndongidi

SUD-UBANGI

Les enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole

Ils sont plus de cent soixante-dix mille enfants qui viennent d'être vaccinés contre la rougeole dans les zones de santé de Bwamanda, Gemena, Libenge et Ndage incluant aussi plus de deux mille enfants de réfugiés centrafricains de moins de cinq ans en situation de risque élevé de contracter la rougeole dans la province du Sud-Ubangi.

Organisée par le ministère de la Santé en appui avec ses partenaires dont l'OMS, CDC et USAID, cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts visant à éradiquer cette maladie devenue endémique dans certaines provinces du pays aggravant ainsi le taux de mortalité infantile.

Selon le Dr Amédée Prosper Djiguimé, chargé du Bureau de l'OMS en RDC, son organisation épaulé cette campagne du ministère de la Santé pour permettre aux autorités sanitaires provinciales du Sud-Ubangi à donner du Vaccin anti rougeoleux aux enfants insuffisamment ou non vaccinés afin de renforcer leur immunité et de réduire ainsi la morbidité et la mortalité attribuables à la rougeole. L'organisation de cette campagne de riposte en ce moment crucial, a-t-il poursuivi, vise également à rattraper les enfants pour la vaccination de routine dans cette province.

Selon un communiqué de la section communication de l'OMS-RDC, l'agence onusienne a déployé des personnels dans les zones de santé concernées par la vaccination. Les experts de l'OMS sur place apportent déjà leur appui à la riposte contre le poliovirus dérivé de la souche vaccinale (cVDP2) et à la campagne de vaccination préventive contre la fièvre jaune. Selon les données de l'OMS, de la première à la sixième semaine épidémiologique de l'année 2021, la RDC a déjà notifié un total de sept mille neuf cent soixante-un cas suspects de rougeole avec quatre-vingt-dix décès, soit un taux de létalité de 1,1% dans le pays. Selon les statistiques fournies par le Programme élargi de vaccination, plus de 67,6% des cas et 30% des décès présumés sont localisés dans la province du Sud Ubangi. De ces chiffres, 96,2% des cas dans cette province ont été enregistrés dans cinq zones de santé, à savoir Bogose Nubea, Bwamanda, Libenge, Gemena et Ndage.

Blandine Lusimana

IFC

Des femmes peintres et sculpteurs congolaises exposent leurs œuvres

Les femmes peintres et sculpteurs congolaises participent à l'exposition collective intitulée « L'écho » que l'Institut français du Congo à Pointe-Noire accueille dans le cadre de la célébration du mois de mars dédié à la lutte pour les droits de la femme. Lancée le 12 mars l'activité qui réunit une cinquantaine d'œuvres prendra fin le 8 avril prochain.

14 femmes artistes peintres et sculpteurs de Pointe-Noire et de Brazzaville et un jeune talent de 4 ans, toutes membres de l'Association des femmes artistes peintres et sculpteurs du Congo (AFAPSC) participent à cette exposition, une commémoration en l'honneur des talents féminins. Actuellement, à l'entrée de l'IFC, tous les regards sont attirés par une sculpture d'éléphant d'au moins deux mètres de hauteur réalisée avec des objets de récupération, notamment des boîtes de conserve et des canettes. Cette œuvre qui fait partie de l'exposition donne un aperçu de l'évènement. Visibles de l'extérieur, l'exposition compte une quarantaine d'œuvres aux couleurs chaudes et froides. Un nombre important qui a nécessité de l'imagination de la part de l'IFC pour les rendre toutes visibles, a expliqué sa directrice Sylvie Bayonne : « Nous avons essayé de placer d'une manière harmonieuse les œuvres jusqu'à la mezzanine, l'espace d'exposition étant trop restreint ».

Les dites œuvres (du concret et de l'abstrait) ont des dimensions allant de 20cmx10 (avec le tryptique



Des femmes artistes lors du vernissage de l'exposition L'écho

La beauté d'une femme de Lauréa Mbemba) à des grandes dimensions comme les fresques de 2m x 1,50m intitulées L'univers, La réunion des sages et Travail et développement de Florence M'bilampassi, présidente de l'AFAPSC Pointe-Noire, ainsi que celle de Judith Tonda, Le port de Yoro, de 2m x 1m50 également. On note aussi la présence de deux œuvres exceptionnelles intitulées Papa et maman et le Covid de 20 x 15 cm réalisées par la petite Victoire Nganga âgée de 4 ans. Présente lors du vernissage, son

talent a épaté les invités.

Les femmes ont usé de plusieurs techniques: acrylique plus peinture à huile, huile sur toile, aluminium plus colle plus bois, acrylique sur toile, collage huile sur toile, etc. Certaines ont aussi utilisé des tissus wax, du raphia et des accessoires comme des parures. Les thèmes abordés concernent la femme mais aussi la société. Les titres des différentes œuvres sont d'ailleurs très évocateurs et parlants. On peut citer des titres comme La protestation fémi-

nine de Murielle Louemba, Regard de Frageska Mboumba, La pensée 1 et 2 de Nianga Khadji, Journée de la femme et Retour de la récolte de Claudine Tsimba, La réunion des sages 1 (dyptique) de Tsona Mboula. Il y a aussi A la poursuite de son mari de Flodie Nganga, La femme du 8 mars d'Audrey Nkengué. La guitariste de Jenny stand, L'éveil de Christiane Mochany et la fresque de Florence M'bilampassi, Travail et développement, un thème très cher pour cette dernière qui a expliqué: « Il faut

penser au développement. C'est cela qui permet de travailler dur et d'avancer. Quand on parle du développement d'une nation cela ne concerne pas que les hommes. Les femmes doivent aussi travailler pour contribuer au développement de la nation ». Dans le hall de l'IFC, l'attention est aussi fixée sur les tableaux de Princia Loubombou ainsi que la représentation de deux leaderships féminins faite par Célia Jules. Il s'agit de Makeda donc la Reine de Saba (incarnation de la beauté) et Ngalifourou, reine du royaume Téké qui incarne la force. « C'est pour dire que la femme c'est la représentation de la beauté mais aussi de la force », a lancé Célia Jules.

Outre les tableaux, l'exposition compte aussi des sculptures comme l'éléphant en boîtes de conserve et canettes déjà cité (une œuvre réalisée par Florence M'bilampassi avec les élèves des écoles Nelson Mandela et Ki-zerbo), Odzala la mascotte en bois de l'AFAPSC, Le poisson composé de fer et de bouchons de bière réalisés par Lauréa Mbemba.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

HUMEUR

Le souhait de la retraite à 65 ans sur toutes les lèvres !

Si l'on prête l'oreille à certains débats et causeries actuels qui se déroulent ces jours-ci, hormis ceux relatifs à la politique, nombreux sont aussi des débats dont la toile de fond est celle de la retraite à 65 ans. Ces débats se passent dans nos villes. des Congolais souhaitent que l'âge de la retraite soit poussé à 65 ans.

Alors quelles sont des raisons qu'ils avancent en rapport avec ce souhait ? Entre autres raisons, c'est le fait d'intégrer la Fonction publique avec un âge suffisamment avancé qui, par ricochet, ne donne peut-être pas droit à une pension de la vieillesse. Pour ces jeunes détracteurs, si l'âge de la retraite reste 60 ans et si la personne est intégrée à la Fonction publique à 45 ans ou 47 ans, elle n'aurait travaillé que pendant 13 ans pour atteindre 60 ans. Dans ces conditions, ce travailleur aurait-il droit à une pension ? C'est le débat actuel sur de nombreuses lèvres.

Oui, il est soulevé là, le sempiternel problème des initiatives d'emplois des jeunes, car hier l'unique débouché était la Fonction publique, mais aujourd'hui les choses ont changé. De nombreux jeunes comprennent que la diversification des initiatives privées en matière de la création d'emplois pourront appuyer la politique d'emplois des jeunes, d'où la nécessité de faciliter celles-ci. Plus des initiatives privées se multiplient dans le pays, plus les jeunes intègrent ces structures à fleur d'âge et le problème de la pension après 20 ou 25 ans de carrière ne se posera pas, si et seulement si, les cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale sont versées d'une manière ou d'une autre.

Alors, c'est donc ce problème de la pension de retraite, qui pousse des gens qui arrivent en retard à l'emploi de penser qu'il faille que l'âge du départ à la retraite soit avancé à 65 ans. Cela est déjà possible pour des cadres, hors-catégories, mais non pas d'autres. C'est surtout le problème des « jeunes-vieillots » ou des « jeunes papas » désœuvrés qui encombrant des toits parentaux.

A dire vrai, et en rapport avec la Loi n° 22-2010 du 30 décembre 2010 fixant l'âge d'admission à la retraite des travailleurs relevant du code du travail en son article premier à 57 ans, pour les manœuvres, les ouvriers et les autres travailleurs assimilés ; 60 ans, pour les agents de maîtrise et les cadres et 65 ans, pour les cadres hors catégories.

Cependant, dans ces débats, de nombreux cadres s'appuient sur l'article 3 de la même Loi, qui stipule qu'à la demande de l'employeur et avec le consentement du travailleur, l'admission à la retraite peut être reportée sans dépasser : 60 ans pour les manœuvres, les ouvriers et les autres travailleurs assimilés ; 65 ans pour les agents de maîtrise et les cadres ; 70 ans pour les cadres hors catégories.

Etant donné que d'un côté les gens pour la plupart arrivent en retard à l'emploi et de l'autre côté l'espérance de vie s'est améliorée selon les scientifiques, « Pourquoi l'article 3 ne prendrait-il pas officiellement la place de l'article premier » ? Affaire à suivre.

Faustin Akono

FOOTBALL

Les sous-ligues de la ville océane et du Kouilou reçoivent la feuille de route

La Ligue départementale de football du Kouilou et de Pointe-Noire a rendu public son programme d'activités de la saison sportive 2020-2021. C'était au cours de l'assemblée générale inaugurale organisée sous la supervision du directeur départemental des Sports et de l'Education physique, Joseph Biangou Ndinga.

Au cours des travaux de l'assemblée générale, le président de la Ligue départementale de football du Kouilou et Pointe-Noire, Gaëtan-Victor Oborabassi, a indiqué que le lancement de la saison sportive 2020-2021 a été longtemps retardé par les effets pervers de la pandémie du coronavirus. Ses assises ont, en effet, permis aux participants d'examiner et d'adopter sans amendement plusieurs documents qui régissent le football à Pointe-Noire, à savoir le procès-ver-

bal de l'assemblée électorale du 26 février 2020, le programme d'activités de la ligue pour la saison sportive 2020-2021, le statut et règlement intérieur, le rapport d'activités de la saison passée et le budget 2020-2021.

Le président de la ligue a profité de cette rencontre pour présenter à l'assemblée générale les représentants des sous-ligues de districts et arrondissements mises en place récemment par la ligue au Kouilou et à

Pointe-Noire. Aussi les informations sur les innovations relatives aux lois de jeu ont-elles été disposées aux responsables des clubs par le vice-président de la commission départementale des arbitres. Gaëtan-Victor Oborabassi a, par ailleurs, annoncé le démarrage imminent des championnats D1 et D2 avant de remettre à tous les représentants des sous-ligues les feuilles de route de la saison en cours.

Charlem Léa Itoua

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN RUPTURE FAMILIALE

Encore des efforts à fournir

Le Samu social, point focal du réseau des intervenants dans le phénomène des enfants vivant dans la rue (REIPER), a organisé, le 12 mars dans l'amphithéâtre de Suoco, la 7e plénière de restitution des travaux du Cadre de concertation des acteurs sur la prise en charge des enfants et jeunes de la rue

Ce cadre de réflexion et d'analyse sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux des enfants et jeunes vivant en rue compte cinq groupes de travail mixtes composé de services publics locaux et d'associations. En effet, ces travaux en plénière ont permis aux acteurs du cadre de concertation d'informer le public des activités réalisées et de réfléchir ensemble sur un nouveau plan d'action qui permettra au samu social, l'initiateur dudit projet, de mettre en œuvre en 2021 afin d'atteindre son objectif principal, à savoir « Ne plus voir les enfants dans la rue », un vœu ardent de son directeur, Raphaël Ellul.

Après la présentation des activités réalisées en 2020 respectivement par les cinq groupes à savoir, « Amélioration à l'accès aux soins de la santé », « Sensibilisation communautaire », « Cartographie », « Education et formation professionnelle », « Vulgarisation de la loi portant protection des droits de l'enfant », il ressort

que plusieurs efforts ont été réalisés mais beaucoup reste encore à faire. C'est d'ailleurs la raison d'être de cette séance de travail qui a permis à tous les participants d'apporter leur contribution à l'élaboration du plan d'action qui sera présenté lors de la prochaine plénière.

Soulignons que le représentant de la force publique, invité à cette plénière, a remercié le Cadre de concertation, notamment sur la campagne de vulgarisation de la loi portant protection des droits de l'enfant, menée par le groupe n°5 et dont le directeur départemental des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Aubin Manguendo est le chef de file.

D'après lui, cette campagne a objectivement contribué au renforcement des capacités des agents de force de l'ordre qui avaient des difficultés d'appliquer les droits des enfants dans certaines circonstances. « Je remercie personnellement le cadre de concertation pour la campagne

menée au sein de nos structures. Cette campagne nous a permis de comprendre et d'améliorer notre travail dans le respect des droits de l'enfant », a-t-il souligné.

Prenant la parole, le coordonnateur du REIPER, Joseph Likibi, a félicité l'initiative qu'il croit évolutive. « Je crois en cette cause et son évolution positive. Nous dépendons l'énergie pour que les enfants vivent réellement leurs droits », a-t-il dit.

De son côté, la directrice départementale des Affaires sociales Corelli Nick-Stella Mavoungou a remercié les participants pour leur contribution. « Nous vous remercions pour ces échanges qui ont contribué à la mise en place d'une feuille de route sur laquelle vont s'appuyer toutes les activités pour cette année 2021, ceci grâce à votre participation active, chaleureuse et brillante », a-t-elle indiqué.

C.L.I.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

La Sangha vante les réalisations du président-candidat

«Vous êtes cette demeure élevée sur une colline, qui ne peut s'inonder et vous ne serez jamais submergé». C'est par ce chant entonné en langue locale et traduit tel que libellé que le meeting du candidat Denis Sassou N'Guesso a été lancé sur la place publique « Place rouge », située en plein cœur de Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha.



L'arrivée du candidat à Ouesso, le 11 mars. Adiac

Le 12 mars, comme lors de ses précédents déplacements dans d'autres localités, le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle a eu droit au même type d'accueil chaleureux de ses partisans mobilisés en grand nombre depuis son arrivée le 11 mars.

Messages de soutien des femmes et des jeunes, avec à chaque fois des rappels sur l'action politique du président sortant candidat à sa propre succession.

Cela a été notamment martelé par le représentant des jeunes qui a cité tour à tour les 42 km de voiries urbaines bâtis à Oues-

so, le barrage hydroélectrique de Liouesso, la Route nationale numéro 2 reliant la Sangha au reste du pays, la route d'intégration régionale entre le Congo et le Cameroun à partir du département de la Sangha.

Autant de réalisations qui plaident en faveur d'un vote massif du candidat Denis Sassou N'Guesso, a estimé l'orateur.

Abordant dans le même sens, Axel Ndinga Makanda qui intervenait pour le compte de la direction départementale de campagne du candidat a loué l'expérience de ce dernier dans la gestion des affaires publiques.

Pour lui, cela est un atout de stabilité et le Congo en a besoin dans une sous-région d'Afrique centrale qui n'est guère à l'abri des conflits divers.

Denis Sassou N'Guesso a salué un département ayant déjà constitué les bases de son développement et attend de décoller fort de ses potentialités naturelles indé-

niables. Il a pris acte de l'engagement de ses partisans à voter pour lui le 21 mars, avant de poursuivre sa campagne électorale par l'étape d'Ewo dans la Cuvette-Ouest.

Gankama N'Siah

Denis Sassou N'Guesso assuré du soutien de ses partisans de la Cuvette-Ouest

A l'animation du meeting électoral du candidat Denis Sassou N'Guesso à Ewo, le 13 mars, Roga-Roga et son groupe Extra-Musica Zangul. Il tient en haleine la foule massée sur la place publique du chef-lieu de la Cuvette-Ouest et s'entraîne à recruter les jeunes musiciens du coin.

Un chanteur, un animateur puis un guitariste sont acclamés et il promet de les prendre comme sociétaires. Pas sûr que le transfert de ces amateurs vers Brazzaville où est installé Roga-Roga ait été organisé de suite. Une chose est certaine, Ewo et la Cuvette-Ouest regorgent de talents en musique.

Côté allocutions, les jeunes du département par la voix de leur représentant se sont réjouis des réformes touchant la couche juvénile qui les impliquent davantage dans la prise des décisions sur l'avenir du pays grâce à la politique de Denis Sassou N'Guesso : «Nous te voterons massivement le 21 mars», a-t-il scandé.

La représentante des femmes de la majorité présidentielle de la Cuvette-Ouest lui a emboîté le pas et répété l'engagement du vote à 100% en faveur de Denis Sassou N'Guesso.

Le directeur local de campagne, Ange Wilfrid Bininga, a évoqué les enjeux du scrutin à venir qui plaident selon lui de voter pour un homme nanti d'une grande expérience. «Vos suffrages électoraux dans la Cuvette-Ouest ont toujours dépassé les 90% et cette fois nous misons sur 100%», a-t-il déclaré.

Il n'a pas manqué de rappeler la route Ewo-Boundji, longue de 80 km dont 25 km non encore bitumés demeurent un casse-tête pour la population ainsi que la connexion du département au réseau électrique national.

Denis Sassou N'Guesso a répondu à toutes ces prises de parole par l'engagement d'achever les chantiers qui n'ont pu l'être du fait des contraintes financières. En particulier la route Ewo-Boundji et l'électrification de la Cuvette-Ouest.

Des promesses à tenir s'il est élu le 21 mars. Le candidat a également vulgarisé son projet de société «Ensemble, poursuivons la marche » distribué à l'assistance au cours du meeting.

Le candidat de la majorité présidentielle a ensuite quitté Ewo pour Oyo puis Owando dimanche pour un autre rassemblement populaire lundi dans le chef-lieu du département de la Cuvette.

G.N.S.

RÉFLEXION

Sur le quinquennat à venir

Alors que le premier tour de l'élection présidentielle approche à grands pas il n'est pas inutile de souligner le fait que les cinq années à venir marqueront à coup sûr un tournant majeur dans l'Histoire de l'Afrique centrale en général et donc du Congo en particulier. Autrement dit que le choix des électrices et des électeurs, ce dimanche, ne concernera pas seulement la gestion et la gouvernance nationales, mais aura des effets importants sur l'évolution de cette partie du continent qui y occupe une position stratégique à tous égards.

Expliquons-nous sur cette réflexion.

Le Bassin du Congo, dont les deux Congo occupent le cœur, connaîtra tout au long de la présente décennie un essor sans précédent. Ceci

parce que, d'une part, il détient tous les atouts nécessaires – populations jeunes, volontaires et dynamiques, ressources naturelles aussi amples que variées, territoires vastes et encore peu exploités, fleuve immense doté d'affluents multiples – et parce que, d'autre part, les puissances extérieures au continent centrent désormais leur attention sur cette partie de l'Afrique dont le développement s'annonce spectaculaire.

Pour tirer les justes profits de ces actifs très divers, l'Afrique centrale va cependant devoir s'organiser mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent même si des progrès notables ont été effectués ces dernières années dans le rapprochement, la coopération des Etats et des gouvernements. Avec au cœur de ce mouvement l'intégration économique, sociale, financière, com-

merciale, sécuritaire sans laquelle aucun progrès durable ne serait possible; et, par conséquent, la fusion progressive des différentes communautés nationales qui se sont construites pas à pas depuis l'accession des pays du Bassin du Congo à l'indépendance.

Placée comme Washington aux Etats-Unis, Bruxelles dans l'Union européenne, Beijing en Chine, Moscou en Russie ou New Delhi en Inde au centre de ce très vaste et très riche ensemble humain, Brazzaville sera appelée tout naturellement à en devenir un jour ou l'autre la capitale politique, diplomatique, stratégique. Une carte que les plus hautes autorités congolaises ont posée sur la table du jeu sous-régional tout au long des dix dernières années et dont Kintélé s'impose comme le symbole avec son Centre international

de conférence, son Université panafricaine, son Stade olympique.

Au-delà donc des raisons internes qui conduiront les électrices et les électeurs à voter dimanche prochain pour l'un ou l'autre des candidats en lice, ces mêmes électeurs et électrices doivent prendre en considération la poursuite de ce grand dessein qui placera Brazzaville et le Congo au cœur de la puissante communauté régionale dont les fondements ont été posés et sont dès à présent bien visibles. Observer donc avec attention ce que diront à ce propos les candidats à la magistrature suprême avant la fin de la campagne électorale en cours.

Alors que s'approche à grands pas le scrutin présidentiel mieux vaut, en effet, ne pas perdre de vue cet enjeu majeur dont dépend pour une large part le destin du Congo.

Jean-Paul Pigasse